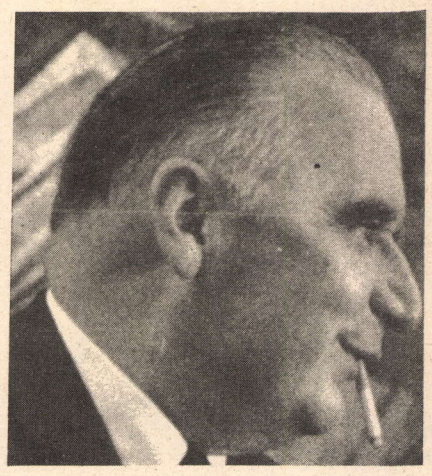
lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi
N° 43
14 MAI 1969
1 F

POMPIDOU ou POHER : un glissement vers la droite

(Voir p. 2)



La répression aux U.S.A.

p. 4

Wilson contre les syndicats

p. 5

Les monnaies occidentales malades de l'inflation :

REEVALUATION DU MARK ou DEVALUATION DU FRANC ?

(Voir p. 12)

POMPIDOU OU POHER

(Photo U.P.I.)

un glissement vers la droite

(Photo U.P.I.)

S'IL faut croire les premiers sondages pré-électoraux, le deuxième tour, si deuxième tour il y a, a toutes les chances d'opposer Pompidou à Poher. A l'heure où nous écrivons, ce dernier n'a certes pas encore annoncé officiellement sa candidature. Il n'en mène pas moins sa campagne de la manière fort habile d'un vieux renard de la politique, profitant au maximum des avantages publicitaires de l'intérim de la Présidence de la République.

Ainsi ces premières présidentielles sans de Gaulle, rêve de la gauche parlementariste depuis des années, ont toutes les chances de ne laisser d'autre alternative à l'électeur que le choix entre « la peste et le choléra » pour reprendre l'expression du dirigeant stalinien George Marchais. Expression que son auteur, soit dit en passant, risque d'oublier d'ici qu'au deuxième tour son parti finisse par choisir des deux maux celui qui lui semblera moindre.

Quels changements peut-on attendre de ces élections ? En fait, les plus importants de ces changements sont pour une large part indépendants de la personne de celui des deux qui finira par occuper le fauteuil vacant de l'Elysée. Que l'élu soit Pompidou ou Poher, leurs rapports avec le Parlement ne sauraient être les mêmes que ceux de de Gaulle. Et ce n'est pas là une question de constitution.

La bourgeoisie avait fait appel à de Gaulle en 1958 pour régler deux problèmes que les gouvernements de la IVe République, prisonniers d'un Parlement à la majorité instable et versatile ont été incapables de régler, à savoir celui de la guerre d'Algérie et celui des institutions. Pour le faire, de Gaulle ne s'appuyait pas sur une dictature militaire franche, il n'imposait pas ses solutions en brisant les forces qui s'y seraient opposées, mais en jouant ces forces les unes contre les autres, et par là même, en les neutralisant.

Pour jouer ce jeu de balance délicat, s'appuyant tantôt sur les ultras d'Alger pour faire pression sur le F.L.N., tantôt sur la gauche pour contenir les ultras, maniant aussi bien la démagogie de gauche que la démagogie de droite, il fallait qu'il ne soit pas embarrassé d'un Parlement où il aurait dû discuter le moindre de ses actes, la moindre de ses décisions.

De Gaulle a gouverné en Bonaparte, en court-circuitant le Parlement. Sa légitimité, il prétendait la tirer de son prestige passé et la renouveler en s'adressant par dessus le Parlement directement aux électeurs à chaque référendum.

Même lorsque, après 1962, le problème algérien résolu, les bases sociales du bonapartisme s'effritaient, de Gaulle, bénéficiant de son prestige, continua à gouverner en se passant du Parlement qui pourtant lui était tout acquis.

La majorité U.D.R. elle-même, tout gaulliste et tout fidèle qu'elle fut, n'avait aucun droit de regard sur les décisions importantes qui se prenaient en dehors d'elle, sans qu'elle fut mise seulement au courant au préalable. Il suffit de se rappeler comment l'UDR fut remise à sa place il n'y a pas longtemps, lorsque, grisée sans doute par le raz de marée des élections de juin dernier, elle esquissait une vague tentative de participation aux affaires gouvernementales. En particulier, malgré la contestation de la majorité des députés qui avaient participé aux journées d'études UDR de La Baule, de Gaulle fit passer les projets de loi d'Edgar Faure.

Ces rapports avec le Parlement que seule la personnalité de de Gaulle rendait possibles, disparaîtront avec lui. Ni Poher, ni même Pompidou ne pourront outrepasser les pouvoirs, importants il est vrai, que donne la constitution au Président de la République, et mettre à l'écart le Parlement.

L'un comme l'autre seront obligés de discuter avec le Parlement, ne serait-ce qu'avec leur propre majorité. Et cette majorité sera, pour l'un comme pour l'autre, une majorité de droite. Et les rapports différents entre Parlement et Président de la République entraîneront inévitablement un glissement à droite dans la politique de ce dernier.

En effet, bien qu'homme politique de droite, et même d'extrême-droite, et précisément en raison du caractère bonapartiste de son régime, de Gaulle pouvait se permettre une certaine démagogie de gauche et parfois même, elle lui fut indispensable.

C'est ainsi qu'on l'a vu défendre la décolonisation, l'indépendance à l'égard de la politique américaine, l'ouverture vers les régimes de l'est. Ou encore, récemment, imposer la politique de la carotte au lieu du baton à l'université, contre sa propre majorité de droite ; prôner la participation, admettre la section syndicale d'entreprise ; et en matière de politique étrangère garder une certaine neutralité dans le conflit israélo-arabe.

Ni Pompidou ni Poher ne pourraient abonder de la même manière dans le sens d'une certaine démagogie de gauche, ni imposer une politique, notamment en matière de politique étrangère, qui aille à l'encontre des opinions de leur électorat de droite et de ses représentants parlementaires. La fameuse « ouverture » prônée par Pompidou signifie certainement qu'il est prêt à rendre la parole au Parlement, mais aussi qu'il mènera une politique plus à la convenance de la majorité de droite de ce parlement.

Quel que soit le président élu, on peut s'attendre à un tournant à droite de la vie politique française ; et à une utilisation plus franche de la répression. L'électorat de droite et la majorité parlementaire demandent de l'ordre. De Gaulle le leur avait donné jusqu'en mai, en utilisant rarement la force et souvent la magie du verbe. Mais pour obtenir avec la parole ce que d'autres n'auraient obtenu qu'avec la force, il faut avoir le prestige de de Gaulle, admis tant par la droite que par les syndicats ouvriers ou partis de gauche, staliniens compris. Pompidou comme Poher n'ont ni le prestige, ni le passé voulu pour s'imposer par la seule vertu de la parole. Ils utiliseront davantage la force, à l'instar des gouvernements de droite qui se succèdèrent dans les premières années 1950.

Cela dit, si l'attitude des deux candidats à l'égard du Parlement en général sera similaire, à l'égard de l'assemblée actuelle elle pourrait être différente.

Pompidou n'a manifestement pas intérêt à dissoudre l'assemblée où il a une majorité confortable. Poher le fera peut-être — et c'est sans doute l'objet de certaines négociations en cours, notamment, avec la SFIO — mais il n'y est nullement obligé. Il peut proposer une solution gouvernementale de compromis avec la participation de ministres centristes, UDR et républicains indépendants. Il est probable que, plutôt que d'accepter le risque de retourner devant les électeurs dans des conditions moins favorables que juin dernier, une partie importante des députés gaullistes préfèrent un tel compromis. L'UDR a d'ailleurs de fortes chances de ne pouvoir préserver son unité, si elle était mise devant un tel choix.

Quel que soit, des deux mieux placés, celui qui sera élu, quel que soit le dosage exact de la majorité de droite sur laquelle il s'appuyera, une chose est certaine c'est qu'il mènera une politique plus à droite encore, que de Gaulle. Envisagé sur le plan purement électoral, l'après-gaullisme ne montre nullement ce visage favorable que les partis de gauche se sont efforcés pendant des années de faire miroiter devant les travailleurs.

LE PLAN DU F. N. L.

NOUVELLE OFFENSIVE POLITIQUE POUR HATER LA PAIX

POUSSER le gouvernement Thieu et Ky dans un isolement de plus en plus grand, tel est un des buts de la nouvelle proposition du plan en dix points que vient de rendre public le F.N.L.

En proposant la constitution d'un gouvernement provisoire vietnamien « neutre » formé de gens qui se prononcent « pour la paix et la neutralité », le F.N.L. fait une tentative pour sortir de l'impasse des discussions de Paris. Impasse due principalement au maintien du gouvernement actuel de Saigon.

D'autre part, le F.N.L. y rend publique une série de garanties politiques visant à satisfaire les U.S.A. En effet, il y a un an lorsque Johnson entamait les pourparlers avec le Vietnam du Nord, on savait que les U.S.A. avaient choisi de partir du Vietnam une fois la paix faite sur des bases acceptables.

Les bases « acceptables » par l'administration Nixon devaient contenir au minimum l'engagement pour le Sud Vietnam de ne pas basculer dans le camp soviétique (raison essentielle pour laquelle les U.S.A. ont mené cette guerre).

Or, dans les dix points le F.N.L. affirme :

« ...les deux zones Nord et Sud du Vietnam s'engagent à s'abstenir de toute participation à une alliance militaire avec des pays étrangers..., à ne reconnaître la protection d'aucun pays, alliance ou bloc militaire, quels qu'ils soient. »

Le Sud Vietnam établira « des relations diplomatiques et culturelles avec tous les pays, sans distinction de régime politique et social, **y compris les Etats-Unis** ». Et pour bien préciser que le Vietnam du Sud restera dans l'orbite U.S. il est précisé qu'il s'engagera à « accepter l'aide technique et économique... de tous les pays quels qu'ils soient » (sous-entendu : nous accepterons l'aide et les capitaux américains). Enfin il y a un paragraphe sur le Cambodge et le Laos qui laisse sous-entendre aux Américains que le F.N.L. ne soutiendra pas les guérillas qui s'y développent puisque, Point 6 « le Vietnam du Sud pratiquera une politique de bon voisinage avec le royaume du Cambodge sur la base de l'intégralité et la neutralité territoriale du Cambodge », idem pour le Laos « mettre en œuvre une politique de bon voisinage avec le royaume du Laos ».

Vers la fin des combats ?
Une séance d'instruction militaire à des combattants du F.L.N.

(A.F.P.)

L'administration américaine ne peut guère demander plus comme garanties pour l'avenir de la part du F.N.L.

Mais pour que se forme ce gouvernement de transition auquel, selon les termes du F.N.L., pourraient participer tous ceux qui se prononcent pour la paix et la neutralité, il faut que disparaissent les Ky, Thieu et Huong qui ne vivent politiquement que grâce à la continuation de la guerre, et qui font tout pour que la paix soit reculée, car pour eux ce sera la fin.

C'est ce que précise pour conclure au point « 10 » le projet du F.N.L. :

« Le gouvernement américain doit renoncer au maintien de l'actuelle administration fantoche, belliciste et corrompue au Vietnam du Sud. Le Front national de libération soutient la lutte des populations urbaines du Vietnam du Sud, exigeant le remplacement de Thieu, de Ky et de Huong et la formation d'un cabinet de paix pour mettre rapidement fin à la guerre et restaurer la paix. Le Front national de libération est prêt à entrer en discussion avec les personnes animées de bonne volonté qui se prononcent pour la paix, l'indépendance et la neutralité. »

La marche vers la Paix ne dépend donc pas du F.N.L. mais de l'administration américaine. Elle a le pouvoir de se débarrasser du jour au lendemain des Thieu, Ky et Cie, mais visiblement, prend son temps. C'est pourquoi la meilleure arme des Vietnamiens pour la paix, reste encore leur mobilisation et leur détermination à combattre jusqu'au bout.

Répression en Union Soviétique

L'ARRESTATION DE GRIGORENKO

A la liste déjà longue des intellectuels soviétiques arrêtés, emprisonnés ou déportés en camp, pour avoir osé manifester publiquement leur désaveu de la politique d'un régime qui n'a de socialiste que le nom, vient s'ajouter aujourd'hui le nom de Pierre Grigorenko.

Grigorenko a été arrêté le 9 mai à Tachkent, où il s'était rendu pour assister au procès de 11 Tatars de Crimée, accusés de « calomnies anti-soviétiques » et exiger d'être jugé lui-même par le tribunal comme auteur d'un document en faveur du peuple Tatar qui figure parmi les « pièces à conviction ».

Il faut rappeler que le peuple Tatar de Crimée, comme d'autres peuples du Caucase, fut déporté en masse en Asie centrale dans les années 1943-44, sous prétexte de collaboration avec l'ennemi, à l'instigation du « Petit Père des Peuples », Staline.

Les représentants actuels de ce peuple, parqué dans la « réserve » de l'Ouzbékistan, et considéré par les autorités officielles comme « citoyens ayant autrefois habité la Crimée », mènent depuis quelques années une lutte de plus en plus acharnée pour leur retour dans leur pays d'origine et dénoncent, entre autres, le fait que, lors des déportations massives de 1944, en wagons à bestiaux, et des séjours derrière les barbelés, 46 % environ des leurs périrent. C'est là la « calomnie anti-soviétique » pour laquelle ils passent en jugement : le nombre des victimes ne s'élèverait pas à 46 % mais... « seulement » à 22 %.

C'est pour témoigner contre ce véritable génocide perpétré par le régime des bureaucrates usurpateurs, que Grigorenko s'est rendu à Tachkent, conscient que son geste entraînerait certainement l'arrestation immédiate, mais conscient aussi de la portée immense, tant nationale qu'internationale, qu'un tel geste pouvait avoir.

Car ce n'est pas la première fois que Grigorenko « conteste » les autorités soviétiques.

Voilà bientôt dix ans qu'il a déclaré la guerre à la « bureaucratie qui se cache derrière le masque de la prétendue démocratie soviétique ». C'est en ces termes qu'il stigmatisait le régime, en prononçant en novembre 1968, au nez et à la barbe des « officiels » attérés, l'oraison funèbre de son ami, l'écrivain anti-conformiste Kostérine.

Le 25 août 1968, il était de ceux, une poignée d'intellectuels, qui manifestèrent sur la place Rouge contre l'intervention des troupes russes en Tchécoslovaquie. Sa lutte courageuse, mue par la conviction que « la démocratie viendra, la liberté viendra », lui a déjà coûté d'être exclu du P.C., rétrogradé de ses fonctions de général-professeur de cybernétique à l'université de Srunze, au rang de simple manœuvre, et lui coûte aujourd'hui la privation de liberté dans l'attente du camp d'internement pour demain.

En frappant aujourd'hui Grigorenko, le régime des bureaucrates ne fera pas taire sa voix. Au contraire, il lui permettra de se faire entendre plus fort et plus loin. Car ils sont de plus en plus nombreux, aujourd'hui, les intellectuels qui ont engagé la lutte. Certains se sont rendus célèbres : Siniavski, Daniel, Larissa Daniel, Pavel Litvinov, Soljenitsyne... d'autres restent ignorés, mais n'en mènent pas moins le combat.

Bien sûr, il ne s'agit encore que de gestes limités, quelquefois spectaculaires, d'intellectuels isolés. Bien souvent, ces intellectuels se contentent de défendre leurs propres intérêts : droit d'écrire ce qu'ils voient et ce qu'ils ressentent, et droit de publier ce qu'ils écrivent. Mais même cela est plus que ce que la caste parasitaire en place peut supporter. Car décrire la réalité telle que chacun la voit, telle que chacun la vit, comme tente simplement de le faire un Soljenitsyne, c'est décrire les privilèges éhontés d'une couche de parasites, c'est décrire la misère des travailleurs et des paysans, la pourriture d'une société qui ose se dire socialiste. C'est surtout donner le goût de s'exprimer à d'autres couches que les milieux intellectuels, de s'exprimer jusqu'à la révolte ouverte contre les faussaires du socialisme.

C'est pourquoi la bureaucratie réprime. Mais si elle ne peut pas ne pas réprimer, elle ne peut pas non plus endiguer ce processus que des Grigorenko, Siniavski et autres Daniel, par leurs gestes limités, ont mis en marche, lentement mais sûrement. En emprisonnant, en internant après des jugements sommaires à huis clos, les bureaucrates en accélèrent le mouvement.

Et la protestation ne pourra que se développer. Car désormais, une nouvelle génération est née, qui semble bien décidée à demander des comptes pour les crimes passés et présents, pour la caricature de socialisme imposée par la bureaucratie. Citons simplement la déclaration qu'a faite, avant son arrestation en mars dernier, Ivan Yakhimovitch, ancien président de kolkhoze, lui aussi « coupable » d'avoir protesté contre l'intervention en Tchécoslovaquie : « Lorsque les droits de l'homme sont violés, et cela au nom du socialisme et du marxisme, il ne peut y avoir deux opinions. Communistes de tous les pays, en avant ! Les puissants de ce monde sont forts parce que nous sommes à genoux. Levons-nous ! ».

TCHECOSLOVAQUIE

QUI GAGNE AU CHANGE ?

Les dirigeants tchécoslovaques remportent les victoires qu'ils méritent : à l'occasion du 24e anniversaire de la « libération du peuple tchécoslovaque par l'armée rouge », passablement boudé par la population, on se fait des politesses : Gustav Husak a obtenu des Russes la disparition de Spravy, la fameuse feuille éditée par les Soviétiques. A défaut d'être populaire, ce journal était, depuis le 21 août 1968, la seule expression « tchèque » de la manière russe d'apprécier l'occupation et l'avenir du peuple tchécoslovaque. Jusqu'alors, tout le monde, autorités y compris, avaient eu beau exiger l'interdiction de cette feuille illégale (publiée à l'étranger), elle avait la vie aussi tenace que le dédain qu'elle rencontrait était grand.

Dubcek définitivement mis au pas et au rencart, le Rude Pravo (organe du parti) remplace avantageusement Spravy. Et c'est un bien piètre pourboire que les Russes viennent de jeter à Husak. Désormais, les journaux tchèques censurés et supervisés suffiront amplement à diffuser la pensée des maîtres.

Les Russes ont abandonné leur feuille superflue et gagné la servilité d'un gouvernement et de sa presse. Husak a récupéré un déchet et tout perdu sauf le déshonneur.

CORRESPONDANCE DES U.S.A.

Le groupe « Independent Socialist Clubs of America » nous écrit à propos de la répression aux Etats-Unis :

La détermination de supprimer les mouvements de gauche s'est emparée des cercles de la classe dirigeante américaine. Les symptômes en sont nombreux :

— accusation de huit membres de la Nouvelle Gauche (New Left) d'avoir provoqué les manifestations de l'an dernier lors de la Convention du Parti Démocrate à Chicago ;

— arrestation d'un grand nombre d'étudiants à Berkeley et ailleurs et condamnation à des peines allant jusqu'à quinze ans de prison ;

— expulsion de l'université de Chicago de pratiquement tous les membres du S.D.S. (Students for a Democratic Society).

Mais les Panthères Noires ont été la cible principale. Nombre de leurs dirigeants sont en prison ; d'autres ont été assassinés, ou bien sont contraints de s'enfuir. Vingt et un de leurs militants à New York ont été accusés d'avoir voulu organiser des plasticages dans différents magasins et on demande une caution de 100.000 dollars chacun pour leur liberté.

Récemment, à Philadelphie, quatre membres d'un petit groupe de gauche furent arrêtés. La police a « découvert » chez eux de la dynamite. Chose curieuse, ce petit groupe s'est beaucoup préoccupé de développer un programme marxiste à propos des taxes municipales, et c'est probablement, dans toute la gauche, le groupe le moins susceptible de se servir de dynamite.

Cela ne signifie pas que cette vague de répression soit un complot organisé par le pouvoir. Elle est beaucoup trop étendue pour cela. Les restrictions dues à la guerre du Vietnam, à l'augmentation continuelle des impôts et à l'inflation, exigent une échappatoire. Et la première cible qui se trouve à portée de la main est bien le mouvement qui semble fomenter tous les troubles.

Les messagers porteurs de mauvaises nouvelles sont rarement bien accueillis, et plus particulièrement si leurs nouvelles parlent de l'effondrement de tout un système social, et du besoin urgent de combattre pour un ordre nouveau.

De plus, il faut dire que quelques éléments irresponsables encouragent la répression par des tactiques qui les isolent de la base et provoquent des représailles.

Par certains côtés, cette atmosphère rappelle celle des débuts du MacCarthysme, dans la fin des années 40. Mais on y trouve davantage de différences que de ressemblances. A l'époque, la classe dirigeante américaine était forte et assurée. Elle venait de gagner une guerre mondiale dont elle sortait comme première puissance du monde, défenseur et sauveur du capitalisme. Son principal ennemi à l'intérieur, le Parti Communiste, s'était discrédité par son chauvinisme et la collaboration de classe ouverte qu'il avait pratiquée pendant la guerre.

Aujourd'hui, par contre, la guerre du Vietnam, le problème racial, l'économie à la traîne, ont divisé la classe dirigeante et ébranlé la confiance qu'elle avait en elle-même.

L'atmosphère des ghettos et des campus universitaires n'est pas près de changer facilement. Et, ce qui est peut-être le plus important, il y a des remous à la fois chez les ouvriers noirs et les ouvriers blancs.

Aussi les réponses du pouvoir ont pris, soit l'allure de tentatives de conciliation qui ne satisfont personne, soit celle de la brutalité sauvage qui, tout en effrayant incontestablement un certain nombre de sympathisants, n'en tend pas moins à unifier la gauche en un front vigoureux contre l'ennemi de classe.

La récente grève des ouvriers des Huileries de Richmond en Californie est un bon exemple de ce processus. La Standard Oil a essayé de briser la grève par la force. Elle a utilisé les flics et la justice contre les dirigeants ouvriers. Elle envoya des camions de « jaunes » sur les piquets de grève, tuant ainsi un gréviste. Les ouvriers recherchent des alliés. Ils en ont trouvé dans le mouvement étudiant de Berkeley.

Ainsi les travailleurs ont acquis une compréhension nouvelle du mouvement étudiant, et les étudiants, dont beaucoup adhéraient aux notions « nouvelle gauche » à la Marcuse sur l'intégration de la classe ouvrière, ont appris que les ouvriers existent vraiment, et qu'ils se battent, et que leur combat est essentiel.

Bien sûr, ceci n'est qu'un début. D'autres grèves dans le pays ont également contribué à forger une alliance entre les militants ouvriers et les étudiants radicaux. Mais la répression peut aller plus vite que la formation de cette alliance qui pourrait s'opposer victorieusement à la répression. Cependant, chaque coup de la classe dirigeante conduit davantage d'étudiants — et d'ouvriers — vers les analyses et les conclusions du socialisme révolutionnaire. L'Amérique devient le terrain d'une course entre le passé et l'avenir.

Des Panthères Noires écoutent la sentence à leur procès de New-York.

16 millions de sous-alimentés dans le pays le plus riche du monde

APRES la publicité pornographique, Nixon a décidé de partir en guerre contre un autre mal qui ravage les Etats-Unis : le problème de la faim. Aussi extraordinaire que cela puisse paraître, dans le pays le plus riche du monde, là où les ouvriers possèdent tous leur voiture et leur maison, il y a 16 millions de personnes qui souffrent de « malnutrition » permanente (il n'y a que dans les pays sous-développés que l'on « meure de la faim »), sur un total de 195 millions d'habitants.

Qui sont ces 16 millions ? Evidemment les Noirs, les Portoricains, les Indiens, les Américano - Mexicains, tous ceux qui ont la peau un peu trop brune, et aussi quelques blancs des Etats du Sud, qui ont abandonné l'agriculture qui les nourrissait à peine pour venir grossir dans les villes les rangs des sans-travail.

Faut-il s'étonner de l'ampleur de cette misère aux U.S.A. ? Certes non. Si les Etats-Unis sont le pays de loin le plus riche du monde, c'est bien parce qu'ils sont aussi les plus grands affameurs que la terre ait jamais portés. Cela n'étonne maintenant plus personne lorsqu'on accuse les Etats-Unis d'avoir réduit à la misère des populations entières de ce qu'on appelle maintenant — et grâce à leur collaboration — les « pays sous-développés ».

Et croit-on que les richesses ainsi accumulées sont ensuite largement distribuées au bon peuple américain ? Bien sûr que non ! Le capitalisme engendre toujours la misère, et le capitalisme américain, qui se dit le premier du monde, bat décidément tous les records, y compris en ce domaine.

Dans une société où seul le profit compte, à quoi bon dépenser inutilement des dollars pour nourrir des improductifs ? Si les capitalistes acceptent de payer aux ouvriers des salaires qui nous semblent, à nous, très confortables, c'est bien parce qu'ils en tirent des profits considérables. Mais qu'un ouvrier soit licencié, pour cause de maladie, de « récession » ou quoi que ce soit, il se retrouve du jour au lendemain plongé dans la misère, avec sa maison et sa voiture vendues. Les quelques garanties que nous avons en France, la Sécurité Sociale, sont choses pratiquement inconnues aux Etats-Unis. L'Etat n'a pas un sou à dépenser pour ceux qui ne produisent plus de profit...

Un mineur en chômage reçoit une misérable ration de nourriture. (Cliché « The Militant »)

Pas un sou, c'est inexact. Il existait déjà, avant que Nixon ne se penche sur la question, un moyen de venir en aide aux indigents : si une famille (et quel que soit le nombre d'enfants) pouvait justifier d'un revenu mensuel inférieur à 30 dollars (soit 150 F), l'Etat lui accordait des cartes d'alimentation gratuites. Il est évident qu'avec une telle clause, bien peu de familles en profitaient, et ceux qui avaient l'heureux privilège de gagner plus de 30 dollars par mois avaient le droit de ne pas être considérés comme « indigents »... et de se serrer la ceinture en attendant.

Le projet de Nixon consisterait à redistribuer aux 16 millions de « mal nourris » l'excédent de nourriture (!) fourni par l'agriculture. Cet excédent est d'habitude racheté par l'Etat aux agriculteurs, avant d'être détruit purement et simplement. Pour cela, il a demandé un crédit de 5 milliards de francs (le même jour, le Département Américain à la Défense annonçait allègrement que le futur réseau de missiles anti-missiles reviendrait à 6 milliards de francs de plus que prévu, soit 40 milliards au total).

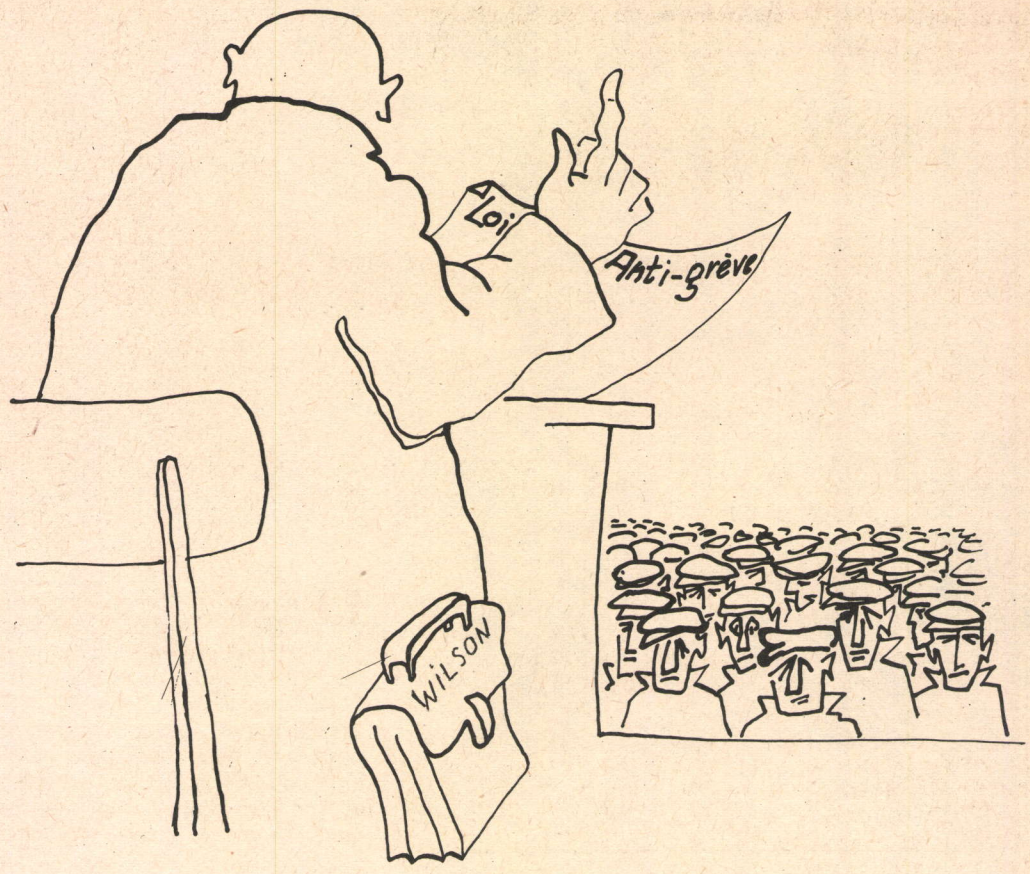
Mais qu'il obtienne les crédits, peu importe, le problème n'est pas là. Une revue américaine expliquait récemment à ce propos :

« En travaillant de façon productive, 2 % de notre population suffirait à produire la nourriture, les vêtements, les logements, et tous les biens de consommation possibles pour nous tous. Dès maintenant, nous pourrions... donner à chaque famille américaine un logement avec trois chambres à coucher, deux voitures, et les moyens de faire faire des études à chaque enfant ».

Voilà ce que pourrait faire la richesse des Etats-Unis. Et voilà aussi ce que seule une autre société, qui ne sera plus basée sur le profit, sera capable de réaliser.

Angleterre :

Au risque de se perdre



Camarades, comme le disait le Parti Communiste Français en 1946, « La grève c'est l'arme des trusts ».

LES résultats des élections municipales et cantonales qui ont eu lieu la semaine dernière en Angleterre prouvent l'impopularité de la politique de Wilson : le parti travailliste perd 616 sièges alors que le parti conservateur en gagne 596.

Ces résultats n'ont surpris personne, pas même le Labour Party qui sait que la politique anti-ouvrière qu'il n'a cessé de mener (de mesures d'austérité en lois anti-grève) a depuis longtemps ruiné la confiance que pouvaient avoir en lui les travailleurs anglais.

Ces derniers n'ont certes pas attendu ces élections pour montrer leur hostilité à un régime qui prétend pourtant défendre leurs intérêts. Des grèves sauvages ont éclaté à plusieurs reprises dont certaines comme la dernière grève chez Ford (en mars) ont mis en échec le plan gouvernemental (rappelons en effet que chez Ford une augmentation de 7,5 à 10 % a été cédée alors que le plan prévoit un maximum d'augmentation annuelle de 3,5 %).

Wilson : y compris l'honneur...

(AGIP)

Ces grèves sauvages totalement incontrôlées par les syndicats, base principale du régime wilsonien, inquiètent particulièrement et Wilson et la bourgeoisie anglaise.

On peut s'étonner que ce mécontentement ouvrier se manifeste par un important gain de voix des conservateurs. Mais l'explication en est simple : sur le plan électoral il n'est d'autre choix pour les ouvriers anglais que de voter travailliste quand ils sont mécontents des conservateurs et conservateur quand ils sont mécontents des travaillistes. C'est une vague de fond anti-conservatrice qui, en 1964, avait porté Wilson au pouvoir.

La machine est apparemment parfaitement huilée et réglée pour... la bourgeoisie et l'on voit dans ces élections comment le fonctionnement de cette « démocratie bourgeoise » échappe totalement au contrôle de la classe ouvrière.

Pour que la classe ouvrière anglaise se fasse entendre elle n'a d'autre solution que de mener de véritables luttes hors du terrain parlementaire, sans ou même contre les syndicats.

En effet l'opposition qui existe entre Wilson et une partie importante du Labour Party et du T.U.C. sur le projet Castle ne prouve nullement qu'une fraction de ces appareils ait choisi de se ranger du côté des travailleurs.

Si les bureaucrates syndicaux du T.U.C. s'opposent à cette mesure c'est qu'ils ont peur, si cette loi est appliquée, d'être discrédités aux yeux des masses et d'être ensuite débordés. Et ils sont prêts à donner à Wilson tous les gages de modération pour que ce dernier leur fasse juste assez de concessions pour ne pas ruiner à jamais leur autorité (autorité qu'ils utiliseront à faire rentrer dans l'ordre le mouvement ouvrier, s'il en est besoin, n'en doutons pas). Cela Wilson le sait bien et il ne craint pas réellement cette opposition, violente en parole, qu'il fera taire facilement par quelques amendements à la loi Castle ne changeant en rien le fond de sa politique.

Mais le fait que Wilson et sa clique (consentante ou oppositionnelle) puissent continuer leurs marchandages sur le dos de la classe ouvrière anglaise (pour le plus grand profit de la bourgeoisie bien sûr) ne dépend que de la patience des travailleurs anglais.

Espagne :

UN APPEL DU P.O.U.M.

A propos du 1er mai, le P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) s'adressant aux travailleurs espagnols fait un bilan de la situation en ces termes :

« Travailleurs !

Formellement, « l'état d'exception » proclamé le 24 janvier a été levé. En réalité, les forces réactionnaires qui prétendaient désarticuler le mouvement ouvrier et étudiant, liquider les restes de la « libéralisation » et mener à bonne fin l'« opération Juan Carlos », se sont limitées à effectuer un léger repli.

La répression se poursuit dans tout le pays. Elle prend au Pays Basque un caractère particulièrement brutal. Les centres universitaires sont ocupés par la police. Les nouvelles dispositions complétant la « loi de secrets officiels » constituent un type de censure aussi draconien que le précédent. Le gouvernement a fermé quatre maisons d'éditions et menace les autres. La loi « contre le banditisme et le terrorisme » reste en vigueur et le Tribunal d'Ordre Public prononce des peines sévères. Les prisonniers sont soumis à l'arbitraire le plus total. La torture leur est couramment appliquée. Le décret-loi sur « la prescription des responsabilités pénales découlant de la guerre civile », qu'on a présenté à l'opinion internationale comme une « amnistie totale », n'est qu'une farce sans précédent.

La résistance à l'« état d'exception » a été beaucoup plus vaste et vigoureuse que ne l'imaginaient les dirigeants du régime. Les grèves de Biscaye et de Guipuzcoa, les arrêts de travail dans les mines des Asturies, les manifestations dans les usines et les universités, les actions de l'E.T.A. au Pays Basque ont montré que le prolétariat et la nouvelle génération révolutionnaire sont prêts à défendre leurs revendications et à porter les luttes contre la dictature franquiste à un niveau encore plus élevé.

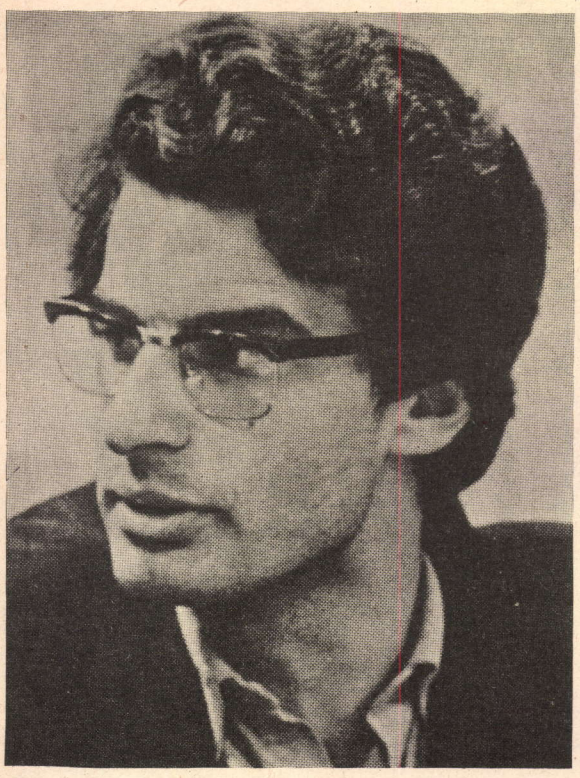
Le 30e anniversaire de la victoire franquiste n'a pas été commémoré de façon particulièrement marquante. Le régime est en crise et ses dirigeants se trouvent engagés dans les luttes internes, sordides, concernant le difficile problème de la « succession ». Ces derniers temps, c'est dans tous les domaines qu'ils vont d'échec en échec. Les négociations au sujet des bases américaines ont révélé la vanité des prétentions franquistes. Le coup d'Etat organisé en Guinée pour maintenir la domination coloniale a lamentablement échoué et le mythe de l'anticolonialisme franquiste s'est écroulé. Les campagnes au sujet de Gibraltar n'ont donné aucun résultat et les demandes au sujet du Marché commun se sont heurtées une fois de plus à l'intransigeance de la bourgeoisie européenne, pour laquelle l'Espagne constitue surtout un réservoir de main-d'œuvre bon marché et une zone de colonisation économique.

L'« état d'exception » n'a servi, en réalité, qu'à aggraver les contradictions du régime et les tensions sociales. La résistance des travailleurs et de la jeunesse révolutionnaire, ainsi que la campagne internationale contre la dictature franquiste, ont fini par placer les auteurs du « coup » du 24 janvier dans une situation délicate.

Les luttes entre l'« Opus Dei » et la Phalange d'une part, entre ces deux forces et les oppositions bourgeoises d'autre part vont entrer maintenant dans une nouvelle phase au cours de laquelle il sera aussi difficile d'imposer une monarchie réactionnaire, que d'ouvrir une deuxième période de « libéralisation ».

L'équilibre fragile entre les différentes classes et couches dominantes peut être rompu par la mobilisation de toutes les forces ouvrières et populaires. Dans ce sens, le 1er mai, journée de lutte des travailleurs du monde entier, manifestation de l'unité mondiale de la lutte des classes, offre la possibilité de mener des actions et des manifestations d'une grande portée exposant le programme revendicatif du mouvement ouvrier et les aspirations démocratiques de larges secteurs de la population.

Les comités d'usine, les commissions ouvrières, les organisations syndicales clandestines, les partis et les groupes politiques du prolétariat doivent coordonner leurs efforts et présenter un véritable front de classe contre la dictature du grand capital et des couches réactionnaires. La jeunesse révolutionnaire, ouvrière et étudiante, doit brandir ses drapeaux rouges de combat »



Krivine. (U.P.I.)

Rencontre lutte ouvrière - Rouge

LE mercredi 6 mai, nous recevions la lettre suivante des camarades de la Ligue communiste (*Rouge*) :

Chers camarades,

Comme nous l'avions annoncé au cours de nos récentes rencontres avec le camarade Arnoux, nous avons tenté de faire pression sur le P.S.U. afin qu'il accepte la perspective d'une candidature commune des groupements révolutionnaires. Nos discussions avec le camarade Kergoat, du bureau national du P.S.U., n'ayant rien donné, nous avons décidé de nous adresser publiquement au Comité national politique, siégeant le dimanche 4 mai. Nous avons déposé une lettre signée du B.P. de la Ligue, regrettant la procédure employée et réitérant nos propositions unitaires. Comme on pouvait d'ailleurs s'y attendre, le C.N.P. n'a tenu aucun compte de cette démarche. Rocard a été officiellement investi. Pour nous, il ne s'agit en aucune façon d'un « candidat de mai ». La presse bourgeoise ne s'y est d'ailleurs pas trompée, qui reconnaît dans le secrétaire national du P.S.U. l'un des siens. Il n'y a que « L'Humanité » qui fait semblant de le prendre pour un gauchiste.

Dans ces conditions, comme nous vous en avons informé, nous sommes décidés à présenter notre propre candidat. Le camarade Arnoux nous a assurés qu'en tout état de cause, vous ne comptiez pas vous mettre sur les rangs et qu'en cas de candidatures révolutionnaires, vous envisagiez, en fonction des programmes de chaque candidat, les modalités de votre soutien. Nous sommes persuadés qu'entre Rocard et Krivine. vous ne balancerez pas.

Aussi, nous vous proposons une prompte entrevue, afin d'envisager dans le détail les problèmes que pose la campagne politique des présidentielles.

Pour le bureau politique de la Ligue communiste :

Henri WEBER.

SUITE à cette lettre, des membres du comité de rédaction de *Lutte Ouvrière* ont rencontré à deux reprises, les 8 et 9 mai, une délégation de la Ligue communiste.

Au cours de ces discussions, nous avons informé les camarades de la Ligue que *Lutte Ouvrière* apporterait son soutien à la candidature d'Alain Krivine dans le cadre des élections présidentielles.

Une première forme concrète de ce soutien consistera à aider la Ligue communiste à réunir les cent signatures de notables nécessaires à la présentation d'un candidat aux élections présidentielles. Cette aide n'étant considérée, pour notre part, que comme une action de solidarité révolutionnaire élémentaire face à la législation bourgeoise qui élève des obstacles juridiques pour empêcher toute expression des révolutionnaires dans ce cadre. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons invité des camarades d'autres tendances révolutionnaires à adopter la même attitude sur ce point, quelle que soit par ailleurs leur appréciation de la candidature Krivine.

D'autre part, si les cent signatures sont réunies avant le 13 mai et si la candidature d'Alain Krivine devient effective, *Lutte Ouvrière* mènera campagne sur ses propres thèmes pour le soutien du candidat trotskyste aux élections présidentielles, parallèlement à celle que la Ligue compte entreprendre au travers des comités *Rouge* créés à cette occasion.

Pourquoi nous soutenons KRIVINE

DEFENDRE l'idée et le programme révolutionnaires, c'est-à-dire essentiellement la nécessité de la révolution sociale et de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, d'une part. Permettre aux révolutionnaires conscients de cette nécessité de se compter et de faire la preuve qu'ils forment un courant politique, faible peut-être, mais tout de même bien réel dans ce pays, d'autre part. Tels sont les seuls buts et les seules justifications de la participation éventuelle des révolutionnaires socialistes aux prochaines élections présidentielles.

Car il est exclu, sans aucun doute possible, que ces élections puissent amener un changement en faveur du socialisme ou de la classe ouvrière.

Non seulement parce qu'aucun candidat révolutionnaire n'a évidemment la moindre chance de sortir vainqueur du scrutin des 1er ou 15 juin. Mais surtout parce que même dans l'hypothèse, purement gratuite aujourd'hui, où la France pourrait se donner un président de la République socialiste, le véritable combat resterait entièrement à mener.

Et les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire : il ne se déroulerait certainement pas sur le plan électoral. Les exemples de l'Espagne de 1936 ou de la Grèce de 1967 nous rappellent assez que, lorsque les urnes ne lui semblent pas favorables, la bourgeoisie sait bien elle aussi que le pouvoir est dans la rue et au bout du fusil.

Le premier devoir des révolutionnaires participant aux élections dans un système bourgeois est donc bien de combattre tous les préjugés électoralistes sans équivoque possible. Ceci dit, ils n'ont alors aucune raison de refuser l'occasion de mener un combat politique qui peut permettre de défendre les idées révolutionnaires, de renforcer la conscience de classe des travailleurs, de préparer ceux-ci aux vrais combats.

C'est bien pour cela que nous pensons, ce que nous avons déjà dit dans notre numéro précédent, qu'une candidature révolutionnaire était tout à fait souhaitable.

Et parce que sur l'essentiel de ce que nous semble avoir à dire aujourd'hui aux travailleurs ce candidat révolutionnaire (nécessité et possibilité du socialisme, nécessité de préparer la prise du pouvoir par les travailleurs, nécessité pour eux de mener un combat quotidien sur les terrains extra-électoraux, dans leur entreprise ou dans la rue, dissipation de tous les préjugés électoralistes) tous les courants dits « du mouvement de mai » ou « gauchistes » se trouvent d'accord, ou du moins l'affirment, nous pensions et pensons toujours que ce candidat pouvait être leur candidat commun.

A l'heure où nous écrivons deux candidats, Michel Rocard, présenté par le P.S.U., et Alain Krivine, présenté par la Ligue Communiste (Rouge) se réclament du mouvement de mai.

Trois même, si l'on compte Pierre Hespel, désigné par « des militants de base des comités d'action », mais qui nous semble bien n'avoir aucune chance de recueillir les cent signatures nécessaires. Il n'est d'ailleurs pas dit non plus que Krivine y parvienne. La loi électorale qui donne à quarante mille notables, maires, conseillers généraux, parlementaires, le droit d'opérer une première sélection des candidats constitue évidemment un barrage qui défavorise systématiquement les révolutionnaires dont les sympathisants se recrutent généralement peu, on s'en doute, parmi ces notables. Ce serait là une raison largement suffisante, indépendamment de tout accord sur le candidat ou le programme présenté, pour expliquer que nous avons assuré la Ligue Communiste de tout notre appui, dans la faible mesure de nos possibilités, pour l'aider à trouver ces cent signatures.

Que le candidat du P.S.U., seul à pouvoir rassembler relativement sans trop de difficulté les cent signatures, puisse être le candidat « gauchiste » ne nous semblait pas impossible. Nous savons que le P.S.U. est composé d'un mélange de réformistes, classiques ou modernes, et de « gauchistes » authentiques. Sans trop y croire, nous pouvions espérer que ce seraient ces derniers qui donneraient le ton, d'autant plus que depuis son récent congrès national, qui avait montré la force du courant « gauchiste », le P.S.U. avait esquissé un rapprochement vers l'extrême-gauche révolutionnaire.

Il semble bien qu'il n'en est rien. Lorsque les choses se passaient dans la rue ou à l'université les « gauchistes » ont pu avoir l'initiative mais celle-ci revient vite à la droite du parti quand il s'agit du terrain électoral. La force de l'habitude sans doute !

Toujours est-il que la candidature de Michel Rocard nous apparaît jusqu'ici ambiguë à souhait, bien à l'image du parti lui-même. Bien sûr, le candidat P.S.U. se réclame des forces de mai. Mais les vrais problèmes sont estompés ou escamotés, aussi bien dans le programme publié par « Tribune Socialiste » que dans les déclarations faites à la presse ou à la radio par Rocard. La dénonciation de l'électoralisme est inexistante, la nécessité de préparer les luttes extra-électorales pratiquement négligée, la volonté de détruire l'Etat bourgeois pour donner le pouvoir aux travailleurs jamais nettement affirmée. Quant aux propositions répétées, faites au Parti Communiste et à la Convention des Institutions Républicaines de M. Mitterrand, de trouver un candidat unique du « courant socialiste » il n'est jamais précisé s'il s'agit d'une tactique (en principe admissible) pour mettre « la gauche » au pied du mur ou si le P.S.U. envisage sérieusement de participer à l'élaboration d'un programme, en attendant celle d'un gouvernement, avec le « communiste » Rochet et le « républicain » Mitterrand. Ce qui donne bien à croire que c'est cette dernière hypothèse qui est la bonne du moins dans l'esprit du secrétaire général lui-même, sinon dans celui de tous les militants du parti.

Si elle est officialisée nous soutiendrons donc la candidature d'Alain Krivine. Aussi bien la personnalité de Krivine que le programme publié par la Ligue Communiste ont au moins le mérite de rendre les choses parfaitement claires sur les points qui nous paraissent essentiels.

C'est pour cela que Krivine doit être le candidat sur lequel devront se compter tous les révolutionnaires. Même si nous n'approuvons pas tous les points du programme en question, même si nous ne partageons certainement pas — nous pouvons le dire d'avance — tous les points de vue que Krivine pourra défendre dans cette campagne.

Bien sûr, nous regrettons la façon dont il a été présenté (les intérêts d'un groupe primant les raisons politiques) par la Ligue Communiste. Nous regrettons que, parce qu'elle a voulu à tous prix « son » candidat, elle ait empêché qu'il y ait un candidat de tout le mouvement révolutionnaire, ce qui aurait été plus utile à tout le mouvement révolutionnaire, et par conséquent à elle-même aussi. Nous regrettons qu'elle se soit conduit dans cette affaire exactement de la façon dont « Rouge », dans son numéro de la semaine passée, fait le reproche au P.S.U., à savoir de croire « qu'il représentait à lui tout seul le mouvement de mai ». Nous regrettons que ces camarades fassent le contraire de ce qu'ils écrivent, et que pensant que « une candidature, non pas unique mais unitaire, des révolutionnaires était possible » (Rouge) ils ne l'aient pas proposée aux autres tendances révolutionnaires avant de présenter et leur candidat et leur programme.

Mais l'important pour le mouvement révolutionnaire reste bien qu'un candidat révolutionnaire puisse exprimer, par delà les divergences, le point de vue révolutionnaire dans cette campagne électorale.

Pour le lui permettre nous avons tenté ce que nous pouvions. Nous souhaitons bien qu'il recueille les cent signatures nécessaires. Et nous savons que s'il en est ainsi, les voix qui se compteront sur son nom seront celles de travailleurs, d'étudiants, d'intellectuels, qui exprimeront par là leur accord avec les idées révolutionnaires bien plus qu'avec le programme plus ou moins précis ou plus ou moins juste de telle ou telle tendance du mouvement.

Il faut donc qu'elles soient les plus nombreuses possible.

La candidature Defferre

UN TREMPLIN POUR POHER

PAR delà la satisfaction raisonnée provoquée par la victoire des NON le 27 avril, les espoirs qu'une importante fraction des travailleurs nourrissait dans une éventuelle « relève démocratique du gaullisme » se sont vite envolés. Et définitivement, du moins en ce qui concerne les prochaines présidentielles.

C'est que, dans le présent contexte politique, les socialistes ne souhaitent nullement une candidature unique de la gauche. Non que cette dernière puisse, dans le cas d'une hypothétique victoire, ouvrir la voie au socialisme, comme le prétend Waldeck Rochet.

Mais la seule présence du candidat unique de la gauche amoindrissait, s'il ne l'éliminait totalement, la possible victoire de Poher. Le second tour aurait selon toute vraisemblance, opposé Pompidou au candidat de la gauche. Le pays aurait été divisé, polarisé, et un déplacement du corps électoral, trop important pour être probable, mais impossible à exclure, aurait pu donner la victoire à l'adversaire de Pompidou, amenant ainsi le P.C.F. en mesure de faire partie du gouvernement ou du moins de faire partie de la majorité le soutenant.

C'est le développement d'un tel processus que l'opération Defferre a stoppé net, sans appel possible. Ainsi ont été créées les possibilités de la candidature Poher, ainsi a été isolé le Parti Communiste.

Et il a suffi pour cela que la S.F.I.O. désigne pour candidat Gaston Defferre, provoquant ainsi la réaction attendue : l'entrée en compétition du candidat du P.C.F., et offrant à la classe ouvrière le spectacle d'une gauche divisée.

Que le candidat désigné par le Congrès d'Alfortville ne jouisse pas d'une popularité particulière, qu'il n'ait été élu que d'extrême justesse par son propre parti, rien n'est plus certain.

Mais c'est justement parce que le maire de Marseille avait fait campagne, depuis des années, contre le rapprochement avec le P.C.F. et pour une coalition avec les centristes qu'il est devenu l'actuel instrument de la politique de la S.F.I.O.

Organisation « responsable » et soucieuse de ne gêner en rien le grand capital, la S.F.I.O. espère bien récolter les fruits de sa politique. D'ores et déjà, elle se met sur les rangs et répond présent pour la participation aux maquignonnages parlementaires, aux coalitions hétéroclites qui peuvent se produire au sein de l'Assemblée Nationale, que ce soit sous la Présidence de Pompidou, de Poher, ou de tout autre.

Mais les concurrents ne manquent pas pour la curée, comme le montre l'agitation de la meute des centristes. Et la chasse risque d'être difficile.

Il faut bien dire que les travailleurs, dès le départ, ne sont pas sur les rangs.

le P.C.F.

à la POURSUITE d'un PROGRAMME COMMUN

LA présentation de Jacques Duclos pour faire pièce à la candidature Defferre, c'est là le mince bilan des tentatives unitaires du P.C.F.

Pourtant, il n'avait pas ménagé ses efforts, multipliant promesses et concessions, ce que ses partenaires appelaient « les garanties ». A certains moments, même, les militants avaient pu croire que l'ouverture s'était enfin faite. N'avait-on pas présenté, aux présidentielles de 65 un candidat commun, Mitterrand, qui s'était même engagé, sans grand risque il est vrai, sur quelques « options fondamentales ? » N'avait-on pas, début 68, signé une « plate-forme » commune, fort modeste, certes, mais qui pouvait laisser penser aux membres du P.C.F. que l'on s'acheminait vers un accord plus large ?

Il a suffi que les travailleurs et les étudiants fassent, il y a un an, irruption sur la scène politique, pour que tous ces projets, patiemment mis sur pied, s'effondrent comme château de cartes. La FGDS se disloqua, le Parti Socialiste prit ses distances, son secrétaire, Mollet, multipliant les déclarations pour signifier au Parti Communiste qu'il ne fallait plus qu'il se fasse d'illusions : pas question d'envisager un futur gouvernement avec la participation des communistes. La « gauche » non-communiste ressentait tous les dangers que représentaient les équivoques d'une ouverture à gauche, risquant de provoquer une mobilisation des travailleurs hors des cadres politiques traditionnels. Plus question de jouer avec les espoirs des travailleurs, plus question de développer des illusions qui risquent de se révéler dangereuses.

Le P.C.F. se retrouve donc aujourd'hui complètement isolé du monde politique qu'il cherchait à réintégrer depuis des années. Au point que, dénonçant maintenant ce qu'il avait présenté comme une perspective, il en vient à rappeler le passé politique de ces politiciens bourgeois, avec lesquels, il n'y a guère, il voulait faire alliance : « Mendès-France, Mollet, qui furent ministre et chef de gouvernement, ne défendirent pas, dans le passé, les revendications des travailleurs », déclarent Duclos, Marchais ou Andrieu. Mais ce qu'ils ne disent pas, c'est que ce que ces politiciens firent dans le passé, ils le feront aussi bien, à l'avenir, lorsqu'ils en auront l'occasion. Et surtout qu'ils auraient agi de la même façon, au cas même où il y aurait eu accord de la gauche. Ils l'auraient d'ailleurs fait alors avec d'autant plus d'efficacité que, la caution du P.C.F. leur assurant une virginité nouvelle, et masquant un temps le caractère réactionnaire de leur politique, les travailleurs se seraient retrouvés démobilisés et impuissants.

L'attitude de Defferre, Mollet et consorts, ne laisse plus place aujourd'hui à l'équivoque. Et pourtant le P.C.F. continue le même jeu. Il s'obstine à rechercher un programme commun, à obtenir l'accord avec ceux-là mêmes qui pourtant le refusent. Il proclame que « les communistes ne veulent pas en France de politique à la Wilson » mais il persévère dans son projet d'alliance avec ceux justement qui sont les Wilson français.

La réalisation des revendications ouvrières ne passe pas par l'établissement d'accords électoraux avec la social-démocratie, Mendès ou Mitterrand, elle passe par la mobilisation des travailleurs sur leur terrain, celui de la lutte de classe.

Mais cela, le P.C.F. le veut-il plus que Mollet ou Defferre ? C'est à ses militants de répondre.

les révolutionnaires face à l'après-gaullisme

grand meeting public

organisé par ROUGE

et LUTTE OUVRIÈRE

vendredi 30 mai à 20 h 30

grande salle de la mutualité

24 rue saint-victor - paris 5e

participation aux frais : 2 f.

la C.F.D.T.

et ses problèmes idéologiques

LE jeudi 8 mai, à la Bourse du Travail de Paris s'est tenue une réunion C.F.D.T. réservée aux syndiqués, sur le thème « La C.F.D.T. et l'élection présidentielle ».

Environ 700 syndiqués d'une moyenne d'âge de 30 à 40 ans pour la plupart, assistaient à cette réunion. Une première intervention faite par BONNETY porta sur la situation économique de la France, avec une critique du gaullisme. Il dit que le patronat souhaitait un plan adapté à la situation et il ressortit de son exposé que quel que soit le président il y avait des problèmes difficiles à résoudre. Il termina en souhaitant bon vent au prochain président.

Descamps intervint ensuite pour dire que les problèmes demeuraient et rappela qu'avant et après le référendum, les responsables de la C.F.D.T. et lui, avaient pris leurs précautions pour éviter toute « provocation ». Il expliqua que la C.F.D.T. avait pris contact avec un certain nombre de formations politiques non communistes en vue d'aboutir à un programme commun et une candidature unique de la gauche en disant que la C.F.D.T. avait un point de vue très proche de ces formations mais sans préciser quelles étaient ces organisations « de gauche ».

Après un petit laïus sur le plein emploi, les réformes de structures, les nationalisations, le socialisme démocratique, la culture, la santé et les libertés syndicales, etc., on en vint aux « choses sérieuses », les élections présidentielles. Descamps expliqua qu'avec Pompidou les libertés démocratiques étaient en danger, alors qu'elles sont préservées dans les pays comme l'Allemagne, la Belgique et l'Angleterre (cris au fond de la salle : et les lois anti-grèves de Wilson ?). Il s'agit donc pour Descamps de trouver « l'homme capable de battre Pompidou », la C.F.D.T. ne prend pas parti pour un candidat, bien sûr, mais Descamps estime qu'avec Poher les libertés démocratiques seraient sauvegardées ; qu'on a besoin de garanties, qu'une cohabitation est nécessaire... et que lorsqu'on fait du syndicalisme ce n'est pas toujours facile.

Il ajouta aussi que ce qui est « dramatique » (sic) c'est le manque de structure de la gauche non communiste: Descamps expliqua « qu'il faudrait que quelques milliers de syndicalistes C.F.D.T. s'enracinent dans les localités et prennent des responsabilités politiques ».

Pour du mafiotage, c'en est un de grande classe !

La salle est assez houleuse quand Descamps cite les noms de Poher ou Defferre. Après les deux exposés, la parole fut donnée à la salle par de courtes interventions écrites, lues au micro. Une vingtaine se succédèrent montrant une hostilité certaine envers Poher et Defferre, plusieurs interventions firent remarquer que seule la lutte est efficace, et elles furent très applaudies.

Lorsque Descamps reprit la parole pour répondre, il le fit avec prudence : il dit en gros qu'il a expliqué la situation mais n'appelle pas à voter pour l'un ou pour l'autre, à chacun de prendre ses responsabilités.

A la fin de la réunion, quelques dizaines d'assistants, des jeunes surtout, essayèrent avec peu de succès de lancer l'Internationale.

En fait, les syndiqués C.F.D.T. sortirent de cette réunion insatisfaits pour la plupart. Les dirigeants confédéraux tout comme les politiciens qu'ils connaissent avaient parlé des problèmes électoraux en termes d'électoralistes.

Des problèmes réels des travailleurs, il n'en avait pas été question.

La discussion sur la construction du Parti révolutionnaire

Jeune organisation, *vieilles méthodes*

SOMMES-NOUS sectaires ? » C'est sous ce titre que le dernier numéro de *Rouge* consacre un article à la discussion sur le problème du regroupement des révolutionnaires.

De ce long article, dont nous recommandons la lecture complète, nous retiendrons tout d'abord cette phrase importante : « *Est-ce à dire que nous nous prenons pour l'embryon du parti révolutionnaire ? Certainement pas, pour autant que nous répudions le schéma de construction du parti par gonflement linéaire, par addition de militants patiemment grignotés sur nos franges...* »

Nous ne voudrions pas faire dire aux camarades de *Rouge* ce qu'ils n'ont pas dit. Mais ce n'est pas de notre faute si les textes de *Rouge* sont ambigus — ils ne font que refléter des positions qui le sont — et prêtent à confusion, car, pour autant qu'elle ait un sens, la phrase citée ci-dessus ne peut que signifier exactement le contraire de l'affirmation par laquelle elle commence. Elle signifie que si les camarades de *Rouge* ne pensent pas que le parti révolutionnaire puisse se construire en gagnant un à un des militants à la Ligue communiste, ils n'en pensent pas moins que celle-ci sera l'axe autour duquel se fera la construction du parti et, dans un premier temps, l'axe autour duquel se fera le regroupement des forces révolutionnaires actuellement dispersées.

Rouge écrit : « *Ainsi, en construisant la ligue, nous n'affirmons pas une volonté sectaire, mais nous prétendons que, face à la déliquescence de l'ensemble du mouvement, apparaît l'urgence d'un pôle politique et organisationnel stable, apte à diffuser dans l'avant-garde des analyses à caractère programmatique, à définir une stratégie à l'échelle de la période, et à monnayer ces analyses en se donnant une échine organisationnelle suffisamment solide.* » Et en affirmant cela, *Rouge* ne se contente pas de poser un problème, il y répond, nous allons le voir, mais par la négative.

A partir du développement relatif qu'ils ont connu jusqu'à présent, les camarades de *Rouge* se font beaucoup d'illusions sur leur organisation et sur ses possibilités. Mais ils ont tort, car une meilleure connaissance de l'histoire du mouvement trotskyste leur apprendrait que celui-ci a connu, à maintes reprises, de semblables précédents, et qu'il n'en est jamais rien sorti.

D'ailleurs, pour nous, le fait même que les camarades de *Rouge* se soient rattachés à une organisation faillie (le secrétariat unifié de la Quatrième Internationale) signe leur incapacité à résoudre par eux-mêmes le problème de la construction du parti révolutionnaire.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas pour nous de tirer un trait sur le trotskysme, bien au contraire. Nous pensons que le programme trotskyste est la meilleure arme dont disposent les militants révolutionnaires dans leur tâche de construction d'une véritable direction internationale. Nous pensons aussi que le mouvement trotskyste est le seul continuateur, malgré ses insuffisances, de la tradition bolchévik-léniniste, et qu'à cause de cela, il représente un capital précieux. Mais nous pensons aussi que la Quatrième Internationale, telle qu'elle s'est reconstituée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, a, en tant que direction internationale, fait faillite, qu'il n'y a plus de direction internationale, et que celle-ci est à reconstruire.

Cette faillite n'est pas due à quelques erreurs accidentelles, mais à une pratique fondamentalement fausse. Et dans ces conditions, se rattacher à cette direction, continuer à cultiver les mêmes erreurs organisationnelles, s'est se vouer, inexorablement, à l'échec.

Le mouvement trotskyste est né, et s'est développé essentiellement dans les milieux d'intellectuels révolutionnaires d'origine petite-bourgeoise, coupés de la classe et du mouvement ouvrier. Cela, il n'y pouvait rien, même si cette situation était grosse de dangers, car les conditions sont ce qu'elles sont.

Mais loin de lutter contre cet état de fait, de chercher inlassablement à s'implanter dans la classe ouvrière, la plupart des organisations trotskystes ont fini par faire de pauvreté vertu, et à se sentir comme des poissons dans l'eau, non pas parmi la classe ouvrière, mais parmi l'intelligentsia petite-bourgeoise. La pression petite-bourgeoise s'est ainsi développée de façon considérable au sein même de l'Internationale, détruisant en quelques années l'instrument qu'avait ébauché Trotsky, et cela non seulement à cause des conditions objectives, certes difficiles, mais aussi à cause des choix politiques de la plupart de ses dirigeants.

Cela n'a pas, dans le passé, empêché quelques « réussites » dont certaines furent au moins aussi importantes que celle que constitue la naissance de la Ligue communiste. Mais de ces « réussites », sans perspectives et sans avenir, il ne reste rien aujourd'hui.

Le Parti communiste internationaliste, la section française de la Quatrième Internationale des années 1945-48, comptait des centaines de militants. Où étaient-ils quelques années après ? Mais où étaient donc passés, aussi, une dizaine d'années auparavant, les centaines de « jeunes socialistes » gagnés au cours du travail « entriste » au sein de la S.F.I.O. ?

C'est que les organisations petites-bourgeoises, incapables de construire des cadres organisationnels solides, vivent au rythme des fluctuations de la petite-bourgeoisie intellectuelle, s'enflant quand celle-ci se radicalise, se ratatinant quand celle-ci se décourage.

Bien sûr, les camarades de *Rouge* proclament régulièrement la nécessité de s'implanter dans la classe ouvrière. Ils parlent même de leur « intervention *quotidienne* en milieu ouvrier » (et le fait qu'ils soulignent le mot quotidienne prouve qu'on peut se réclamer du marxisme et pratiquer la méthode Coué). Mais là aussi, leur attitude et leur politique n'a rien de nouveau par rapport à celles de leurs prédécesseurs.

Car il ne suffit pas de dire, il faut faire. Et le même penchant à la facilité qui les amène à travailler presque exclusivement en milieu petit-bourgeois leur fait adopter, vis-à-vis de la classe ouvrière, une politique qui se veut de grande envergure, mais qui est en réalité sans aucune perspective.

Le lent travail d'implantation d'une tendance révolutionnaire dans la classe ouvrière semble méprisable aux camarades de *Rouge*. Ils veulent aller plus vite, et user leur salive plutôt que leurs semelles. « Ralliez-vous à mon panache rouge » semble être leur mot d'ordre, et ils comptent sur la valeur de leur programme, sur la justesse de mots d'ordre « opératoires », ou sur des actions « exemplaires » pour gagner à eux l'avant-garde ouvrière.

Valeur du programme et justesse des mots d'ordre sont certes nécessaires (et nous verrons que là aussi la Ligue communiste est loin d'être à la hauteur de ses prétentions), mais ils ne sauraient suffire. Il faut en plus, et c'est de loin la condition la plus importante, être présent dans la classe ouvrière, et aucune action « exemplaire » ne pourra se substituer à cela.

Rouge consacre une place importante à la manifestation organisée par la Ligue communiste le 1er mai à Saint-Denis. Mais, même en admettant que la position de ces camarades à ce sujet ait été juste, à quoi cela sert-il si au moment même, dans les centaines et les milliers de luttes quotidiennes qui se déroulent dans les entreprises de ce pays, les révolutionnaires ne sont pas présents ?

« *Monnayer ces analyses en se donnant une échine organisationnelle suffisamment solide* », écrit le rédacteur de *Rouge*. Nous ne nous attarderons pas sur ce vocabulaire de comptable, mais l'idée est bien révélatrice de la conception qu'ont ces camarades de la construction d'une organisation. Des analyses justes servent à armer une organisation pour le combat, pas à la construire. Et il s'agit là de l'illusion sur laquelle la majorité du mouvement trotskyste vit depuis près de trente ans, et qui lui permet de rêver qu'à défaut d'une activité sérieuse en direction de la classe ouvrière, la découverte, un jour, du bon mot d'ordre, dans des conditions objectives favorables, lui permettra de « percer ».

Mais justement, en plus, les pratiques organisationnelles petites-bourgeoises de la majorité du mouvement trotskyste l'ont mis dans l'incapacité d'aboutir à des analyses justes.

Dans l'immédiat après guerre, la Quatrième Internationale a pratiquement renoncé, au moins pour un certain nombre de pays, à la construction de partis révolutionnaires. Elle s'est mise à la remorque de directions nationalistes petites-bourgeoises, idéalisant les Tito, les Mao Tsé-toung, les Castro ou les Ben Bella, renonçant à l'analyse marxiste des mouvements sociaux qui suivirent la Deuxième Guerre mondiale, pour adopter une méthode impressionniste destinée à justifier ces capitulations.

Or les camarades de *Rouge*, loin de rompre avec ces pratiques théoriques aberrantes, n'ont fait que reprendre à leur compte le fatras d'analyses successives et contradictoires de la Quatrième Internationale.

La Ligue communiste est une organisation jeune. Il y a peu d'années, la majorité de ses militants et de ses dirigeants, qui sortaient à peine du mouvement stalinien, considéraient encore l'activité des militants révolutionnaires qui s'opposaient ouvertement à l'appareil stalinien dans les entreprises comme « provocatrice ». Il y a peu de mois encore, la tendance *Rouge* ne s'affirmait pas trotskyste. Aujourd'hui, elle se proclame « section française de la Quatrième Internationale », sans que son adhésion au programme trotskyste soit très explicite, à la lecture de sa presse.

Il ne s'agit pas, bien au contraire, de reprocher à ces camarades leur itinéraire. Mais cela explique aussi le flou de leurs positions politiques, d'autant plus que leur cheminement théorique du stalinisme au « trotskysme » a été facilité par le suivisme manifesté depuis des années par la direction de la Quatrième Internationale par rapport aux positions staliniennes. Les camarades sortant du mouvement stalinien n'ont eu qu'à saupoudrer leurs anciennes conceptions de l'adjectif « dégénéré » ou « déformé » pour se retrouver « dans la ligne » de la Quatrième Internationale officielle.

Mais cette situation doit obliger les camarades de *Rouge* à faire un gros effort théorique s'ils veulent se débarrasser des erements d'un passé, qui n'est peut-être pas entièrement le leur, mais qu'ils revendiquent de fait.

Nous ne mettons pas en cause la volonté des camarades de *Rouge* de lutter pour construire une organisation ouvrière révolutionnaire. Mais nous devons leur dire que ce n'est pas ainsi qu'ils y parviendront, et qu'en tout état de cause, ils se font de graves illusions, plus lourdes de conséquences encore pour leur propre avenir que pour celui du mouvement révolutionnaire, s'ils s'imaginent que la poursuite de leur politique actuelle pourrait permettre à la Ligue communiste de « percer » et de devenir l'axe autour duquel se formera le parti révolutionnaire.

Soit dit en passant, nous espérons que cet article les aura au moins convaincus que nous ne sommes nullement partisans de l'unité dans la confusion, ni de masquer les divergences au nom de l'unité.

Cela, ce serait une conception stalinienne d'un regroupement que nous ne partageons aucunement. Mais nous pensons que l'on peut discuter ouvertement de nos divergences et travailler en commun.

Et si nous luttons pour un regroupement des révolutionnaires sur les bases que nous avons définies depuis près d'un an, c'est justement pour construire un cadre dans lequel les efforts des camarades de *Rouge*, comme ceux des autres tendances révolutionnaires, pourraient ne pas être vains.

● **Élections de délégués à KODAK**

Les travailleurs ont de la mémoire

LE 23 avril ont eu lieu les élections de délégués du personnel aux usines Kodak. A Vincennes (3.500 salariés), la C.G.T. perd des voix au profit de sa seule concurrente la C.F.D.T. : 3,8 % dans le collège ouvrier, 8,6 % chez les employés, 4,4 % dans la maîtrise.

Ainsi les travailleurs semblent ne pas avoir oublié l'attitude de la C.G.T. en juin dernier : après trois semaines de grève ceux-ci, en effet, acceptaient d'organiser, comme le voulait le patron, un vote secret pour ou contre la reprise ; à la surprise générale — l'usine, où existe une solide tradition de paternalisme patronal, n'a pas la réputation d'être combative — la majorité se prononçait contre. Pourtant, le lendemain, les syndicats faisaient reprendre le travail alors qu'aucune concession patronale supplémentaire notable n'avait été obtenue. On vit alors représentants syndicaux et patronaux se relayer pour convaincre les travailleurs de reprendre le travail. La C.G.T., largement majoritaire, fut la plus compromise dans l'affaire.

La C.F.D.T. n'est nullement « gauchiste » ou plus combative : ces derniers mois son cheval de bataille était de refuser la revendication « irréaliste » — 10 % d'augmentation — de la C.G.T. pour se contenter de 6,5 %. Elle cherche à apparaître comme le syndicat « moderne », cautionnant le paternalisme patronal, « réaliste » mais ayant évité de se compromettre en juin. Elle tire de la sorte son épingle du jeu en prenant même un siège à la C.G.C. chez les cadres.

Il faut signaler qu'à l'usine de Sevran — 1.800 salariés — la C.G.T. améliore légèrement (une vingtaine de voix) ses positions, au détriment de F.O., seul concurrent. Mais la C.G.T. est ici plus solidement implantée, sinon plus combative, et F.O. apparaît comme le syndicat carrément pro-patronal : sur cette base F.O. a d'ailleurs, pu conquérir le siège de la maîtrise, la direction ayant fait pression pour éliminer le délégué C.G.T., une « bête noire » pour elle.

● **BENDIX (Drancy)**

LA C. G. T. PAIE SA POLITIQUE DE MAI

PENDANT 3 semaines, Bendix vient de vivre sa période électorale : élections au CE, élection des délégués du personnel et deuxième tour des élections au CE.

Seul syndicat représenté au premier collège (ouvrier), la CGT, cette année, a perdu un grand nombre de voix. Fait caractéristique, ce n'est pas simplement le nombre des abstentions mais aussi celui des bulletins nuls — qui a plus que doublé par rapport aux élections de l'année dernière — qui marque la désapprobation des ouvriers de l'usine à la politique menée par les dirigeants de la CGT.

Il faut dire aussi que ces derniers ont eu, ici également, le triste rôle de briseurs de grève. Et quelle grève ! Celle de mai-juin, bien sûr !

Maintenant les principaux dirigeants sont suffisamment déconsidérés pour que leurs noms soient copieusement rayés. Aux élections du CE, le secrétaire du CE, s'est retrouvé en queue de liste : il avait été rayé près de 300 fois. Le secrétaire du syndicat ne s'est pas présenté aux élections de délégués du personnel. Il préfère, comme il le dit lui-même pour s'expliquer, continuer à « superviser » les élus sans être délégué. Il peut ainsi indiquer mieux à chacun ce qu'il doit faire (sic). « Ils ne connaissent pas leur travail, dit-il, je pourrai ainsi leur apprendre ! »

Autre fait caractéristique du mécontentement général vis-à-vis des « élus » : personne parmi les délégués du personnel n'a obtenu plus de la moitié des suffrages .Ils ont tous été rayés un nombre suffisant de fois pour être en-dessous du quorum. Ils ne doivent leur élection qu'au fait qu'ils sont les seuls candidats.

Avant les élections, un bulletin diffusé régulièrement à l'usine, « L'Union Ouvrière », de tendance gauchiste, avait d'ailleurs appelé l'ensemble du personnel à marquer sa réprobation à la politique suivie dans le passé en rayant les candidats dont ils désapprouvaient l'attitude. Il faut croire que cela correspondait bien à un sentiment général puisque jamais avant, la CGT n'avait reçu une telle gifle. Au contraire, elle gagnait des voix chaque année. Les bureaucrates locaux s'en souviendront sûrement et paraderont moins devant les ouvriers qui les ont aussi manifestement désavoués.

DELEGUES DU PERSONNEL
1er collège
CGT seule (tous les sièges)

	69	68
Inscrits	2.189	2.114
Votants	1.505	1.603
Abstentions	684	511
Nuls	343	151
Valables	1.162	1.452
Candidat le moins rayé	1.072	
Candidat le plus rayé	997	

Deuxième collège CGT et CGC (1 siège chacune)
69 : Inscrits : 423 ; votants : 282 ; abstentions : 141 ; nuls : 221 ; valables : 260.

Elections de délégués au Crédit Lyonnais (Levallois)

LES élections de délégués au Crédit Lyonnais ont eu lieu jeudi 8 mai.

Si au siège, à Paris, la différence d'avec les précédentes élections n'est guère sensible, hormis une légère augmentation des voix de la CFTC, à Levallois par contre où la grève de mai a vu la participation de la majorité des employés et où l'occupation de l'entreprise a été effective, la CGT perd des voix. Dans le collège employés elle perd 71 voix chez les titulares, ce qui représente 25 % de ses voix de l'année dernière, et un siège sur les quatre qu'elle possédait ; chez les suppléants 73 voix et aussi un siège.

La CFDT qui a eu en mai une attitude plus « gauchiste » progresse de 10 % dans le même collège.

Un an après mai, la CGT recueille ainsi les fruits de son attitude dans la grève où malgré de très vives oppositions de la part des employés elle mit tout son poids dans la balance pour faire reprendre le travail.

Quant à la CFDT, si elle bénéficie encore de l'auréole de mai, certaines manœuvres antidémocratiques à l'intérieur de la section ne sont pas cautionnées par les travailleurs. Certains délégués CFDT, dont le responsable de la section, ont été rayés de la liste de très nombreuses fois et n'ont dû leur réélection qu'aux accords « confidentiels » passés entre les syndicats et la direction qui n'éliminent un candidat que si celui-ci voit son nom rayé par plus de 50 % de ceux qui ont voté pour la liste.

D'une façon déformée par la loi anti-démocratique, mais d'une façon visible quand même les travailleurs ont pu, pour une fois donner un petit avis sur « leurs dirigeants », et cet avis n'est pas un blanc seing.

biribi pas mort

Ci-dessous le témoignage d'un objecteur de conscience paru dans le Journal des objecteurs de conscience **n° 19 de mars. Au moment où il est question de « réforme du code militaire » surtout dans les salons du Ministère des Armées, ce texte éclaire bien les mœurs d'une armée qui, pour n'avoir plus, ou presque plus, de colonies où s'illustrer, n'en a pas moins conservé les meilleures des traditions acquises.**

« Pendant mes promenades à la prison Montluc où j'ai été enfermé, j'ai rencontré d'autres détenus militaires ou civils. Aujourd'hui, je voudrais vous transmettre un de ces témoignages. Car tout le monde ou à peu près ignore des faits qui se passent encore dans notre pays : l'absurde et cruelle réalité des bataillons disciplinaires. Mon voisin de cellule était une de ces victimes.

C... est à la cellule 49 de la prison Montluc depuis onze mois pour « mutilation volontaire ». Voici les faits : il avait déjà fait 8 mois de service militaire ; un jour son capitaine le traita de crapule ; excédé, il lui rétorqua la même insulte. Résultat : il se retrouva quelques jours plus tard en bataillon disciplinaire. De ce fait minime, tout est parti.

Son bataillon disciplinaire est caserné au Fort Haitton, en Savoie : un vieux fort, en pleine montagne, isolé de tout ; l'hiver, pas de chauffage... Quelques vieux sergents, rescapés d'Indochine ou d'Algérie composent l'encadrement disciplinaire, aidés dans cette tâche par des chiens policiers. Sur jugement arbitraire d'un gradé, sans recours, les soi-disant « fortes têtes » sont envoyées dans cette unité.

A l'arrivée, on leur remet des treillis sur lesquels les lettres B D sont peintes en blanc. Ils logent dans les caves du Fort qui sont pleines d'humidité. Les soupiraux sont fermés par des chaînes. La paillasse est à même le sol. Ils sont 4 ou 5 dans une petite pièce.

Leur travail consiste à creuser des trous puis à les reboucher. L'entraînement physique consiste à tourner en rond autour d'une place en courant jusqu'à ce qu'on tombe de fatigue. Le premier jour, mon camarade a eu pour tout repas un petit bouillon avec quelques déchets de viande. Le soir, ils se retrouvent dans leur « chambre », sans autre distraction que de se laisser sombrer dans le sommeil. Ils sont sans cesse surveillés, épiés, harcelés ; par tous les moyens, on essaie de casser ces « fortes têtes ». Dans ces conditions, que faire ? Pas de visites, pas de permes...

Pour tous ces garçons écrasés, une seule solution : se faire réformer. Pour l'obtenir, ils sont prêts à tout ; dans la clandestinité, un groupe se constitue, mû par le seul objectif d'une réforme hypothétique.

Au risque de leur vie ils avalent des morceaux de ferraille (lames de rasoir, fourchettes, chaînons). Très rapidement, ils se tordent de douleur. Ils sont transportés à l'hôpital de Lyon. Des chirurgiens militaires les opèrent ; ils retirent de l'estomac ces bouts de fer et les conservent précieusement comme pièces à conviction.

Progressivement, les jeunes malades se rétablissent. A nouveau en bonne santé, ils sont remis à la juridiction militaire qui les fait passer au tribunal ; celui-ci les condamne à un an de prison ferme pour « mutilation volontaire ». Ils sont enfermés à la prison de Montluc à Lyon. Souvent, au cours des conversations, ils nous disent que cette prison est un hôtel « 3 étoiles » à côté du fort.

Quand on a connu la vie en prison et en cellule, on imagine avec effroi et horreur la vie en bataillon disciplinaire.

Or, une fois la peine purgée, le jeune soldat est libéré, mais au lieu de rentrer chez lui comme les autres prisonniers, il est renvoyé à l'autorité militaire pour continuer son service, c'est-à-dire qu'il est renvoyé au bataillon disciplinaire du Fort Haitton. Et tout recommence...

Ce monde concentrationnaire, il existe, et à peu près personne ne s'y intéresse ; tout le monde le sait « vaguement ». Que s'y passe-t-il ? Aucune information n'est communiquée à l'extérieur. Les évêques de France ne s'occupent pas des jeunes sous les drapeaux ; cela relève de Mgr Badré et de son aumônerie militaire... et ceux-ci sont des militaires, payés par le système pour le servir, tel qu'il est. Alors ?

Un dernier mot sur ces « fortes têtes » : parmi eux, il y a des jeunes qui ont commis des délits mais qui dans la vie civile n'auraient jamais été punis à ce tarif là ! Puis, il y a des bons gars qu'un supérieur, un jour ou l'autre, a excédé. Enfin ; il y a des « cas psychologiques » que l'on devrait soigner, tout simplement, au lieu de les déséquilibrer davantage dans un organisme militaire où la moindre incartade a des conséquences démesurées et ruineuses. »

● Pour la C.G.T. (Thomson-Bagneux)

IL FAUT SAVOIR NE PAS DECLANCHER UNE GREVE... EN PERIODE ELECTORALE

LE 25 avril dernier, par l'intermédiaire des militants de la C.F.D.T. du centre Thomson-Bagneux, 100 de nos camarades de la C.S.F.-Saint-Egrève s'adressaient à nous pour nous faire savoir qu'en riposte à une diminution d'horaire, sans compensation de salaire, touchant dans l'immédiat 180 salariés, ils s'étaient mis en grève illimitée.

Dans la mesure où les problèmes de réduction d'horaire toucheront, à plus ou moins brève échéance, de nombreux travailleurs du trust Thomson-C.S.F., ils faisaient appel à notre solidarité et notre soutien.

Le vendredi 2 mai, la C.F.D.T. organisait une collecte. Le 7 mai, la C.G.T. diffusait le tract suivant :

SAINT-EGREVE

Actuellement, l'on parle beaucoup de ce qui se passe à Saint-Egrève.

Cependant, des éléments importants n'ont pas été communiqués au personnel. Il nous paraît nécessaire d'apporter ces précisions :

L'usine de Saint-Egrève est composée de deux sortes de personnel travaillant dans les mêmes locaux :

— du personnel CSF ..... 700 personnes
— du personnel COSEM ..... 1.400 personnes

Au total ..... 2.100 personnes

La mesure prise par la direction de réduire le temps de travail sans rémunérations touche 180 personnes.

Actuellement en grève, à l'appel de la C.F.D.T., 90 personnes : 50 personnes CSF, 40 personnes COSEM. 90 travailleurs mènent ainsi l'action sur 2.100 salariés de l'usine.

Voici donc les raisons qui nous ont conduit, vendredi, à ne pas participer à la collecte organisée par nos camarades de la C.F.D.T. en faveur des travailleurs de Saint-Egrève (*c'est nous, L.O., qui soulignons*).

Non pas que nous laissons de côté les 90 grévistes, mais nous ne voulons pas que cette forme d'action, ce soutien financier (qui ne réglera pas leur problème), les encourage à persévérer dans l'impasse où ils se sont glissés. Sur un terrain plus ou moins dangereux, les conduisant à l'aventure la plus complète où les objectifs ne débouchent pas, sinon les appels au secours lancés à tout vent.

L'action doit être menée par l'ensemble du personnel. Il est impensable que 2.000 travailleurs ne participent pas à l'action et que 90 seulement se lancent dans une grève illimitée.

Le meilleur soutien que nous pouvons leur apporter, c'est de porter les problèmes au niveau où ils doivent se poser.

Nous sommes tous concernés !

C'est donc tous ensemble que nous ferons reculer la direction sur ses objectifs néfastes aux travailleurs...

SYNDICAT C.G.T. THOMSON - BAGNEUX
Le 7 mai 1969

Voilà la belle leçon de solidarité ouvrière que nous donnent les « camarades » de la C.G.T.

Le contenu de ce tract a étonné bon nombre d'entre nous. Non pas que nous nous fassions des illusions sur les aptitudes ou la bonne volonté de ces « bonzes » à défendre nos intérêts. Mais nous étions habitués de leur part à des tactiques plus manœuvrières. Et justement, ce qui est dénoncé aujourd'hui : l'organisation de la seule solidarité financière et le soutien à des grèves partielles, sous prétexte que tous ne sont ni concernés, ni prêts, constituaient jusqu'alors les deux éléments essentiels de l'arsenal des moyens de «lutte» de la C.G.T.

Or, qu'en est-il aujourd'hui ?

La solidarité financière : on la dénonce comme une forme d'action qui « ne règle rien » (c'est certainement vrai si on se contente de cela, mais c'est quand même un geste nécessaire s'il n'est pas suffisant). D'ailleurs, pas plus tard que le 18 avril dernier, alors que des travailleurs d'une petite entreprise de la région étaient en grève illimitée (Opelem - Magnéto à Sceaux), les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. de Bagneux nous informaient de cette lutte et déclaraient à la fin d'un tract commun, intitulé « Travailleurs d'Opelem-Magnéto, tenez bon ! » : « Jeudi 17 avril, les organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. de la Thomson-Bagneux se sont adressées aux travailleurs d'Opelem, leur apportant ainsi leur soutien *actif, moral* et *financier* tout au long de leur lutte » et les deux sections syndicales organisaient une collecte en leur faveur le vendredi 18 avril.

La lutte d'un secteur : on la dénonce aussi parce que la totalité des salariés de l'entreprise ne seraient pas prêts à suivre (ironie du sort : c'est en avançant de tels prétextes, qui avaient à l'époque fait pousser de hauts cris aux « bonzes » C.G.T., que leurs collègues de la C.F.D.T. n'avaient pas appelé à la grève du 11 mars dernier), et on explique que tous sont concernés et que tous doivent lutter (ce qui est vrai), mais en se gardant bien de proposer quoi que ce soit pour organiser véritablement cette lutte.

Mais alors, que se passe-t-il ? Pourquoi un tel renversement de vapeur ?

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour le deviner. Nous sommes en période électorale. La grève n'est pas de saison. Les travailleurs doivent avoir pour unique préoccupation d'œuvrer à la victoire du « candidat de l'union des forces ouvrières et démocratiques » : Jacques Duclos. La C.G.T. mène campagne... en dénonçant les grèves.

● RENAULT (Billancourt)

Pour la démocratie ouvrière aux portes de l'usine

LE jeudi 8 mai, et le vendredi 9 mai, la place Nationale à Billancourt fut le théâtre de nouveaux incidents entre les nervis du P.C.F. et des militants d'extrême-gauche. Ainsi, chez Renault, le P.C.F. a décidé d'empêcher toute distribution de tracts gauchistes aux portes de l'usine.

« On comprend la colère des travailleurs qui ont décidé de ne plus tolérer la présence de ceux qui apparaissent de plus en plus comme les hommes de main du pouvoir malgré leur vernis rouge », écrit le journal du P.C.F. « L'Echo des Métallos » de mai 1969.

Evidemment, les ouvriers que le P.C.F. « comprend », ce sont ses militants qu'il envoie à la castagne contre les gauchistes. Car les ouvriers, eux, même s'ils ne sont pas toujours prêts à affronter les cogneurs du P.C.F., désapprouvent et condamnent les méthodes de ceux qui ont la prétention de « ne plus tolérer » ceux qui ne sont pas de leur avis.

Tous les matins, place Nationale, une vingtaine de « militants » sont prêts à censurer par la force toute expression révolutionnaire.

Jeudi 8 mai, des militants d'« Informations Ouvrières» distribuent un tract sur les présidentielles, protégés par une quarantaine de leurs camarades devant la porte de l'usine. Devant cette importante mobilisation, le P.C.F. n'a pu qu'injurier, et les fiers à bras qui, d'habitude, bousculent à tour de bras, n'ont pas bougé.

Vendredi 9 mai, à la distribution du « Porte-Voix », d'un tract de « Rouge » et d'un tract du P.C.R. (t), les énervés du P.C.F. ont une fois de plus tenté d'interdire la diffusion de tracts par la force.

Grâce à l'intervention de camarades de l'entreprise qui se sont interposés entre les nervis et les diffuseurs, les distributions ont pu avoir lieu. Il est certain que sans l'intervention de camarades et d'ouvriers de l'usine, les staliniens auraient cogné. Mais la vigilance des militants révolutionnaires d'une part, et la répprobation des travailleurs, qui s'exprime ouvertement et largement dans les ateliers et les bureaux, ont pu retenir leurs bras. Elles les condamnent à se livrer à leur numéro de cirque, qui consiste à brailler dans un micro portatif leurs insultes à l'égard des gauchistes et à inviter les ouvriers à se détourner d'eux, à ne pas lire cette presse empoisonnée. Comme si les travailleurs n'étaient pas suffisamment grands pour juger eux-mêmes de ce qu'ils lisent.

Par voie de tract, la C.F.D.T. de l'usine a pris position en dénonçant la violence à la porte de l'usine.

Les travailleurs condamnent la « démocratie avancée » du P.C.F. qui consiste à briser par la force tout mode d'expression révolutionnaire, voire simplement libérale, émanant de la classe ouvrière, alors qu'il est prêt à tous les compromis pourris avec les représentants de la bourgeoisie. Ils condamnent la démocratie dite populaire à la mode de Prague, et la démocratie avancée que les staliniens tentent de faire régner à la porte et à l'intérieur des entreprises. Ce qu'ils veulent, c'est le respect de la démocratie ouvrière. Et cela, les militants révolutionnaires et les travailleurs sauront l'imposer.

● HACHETTE

la C.G.T. aide la direction à classer les travailleurs

CA y est ! La reclassification, vieille revendication de nos pontes C.G.T. a enfin été obtenue ! La nouvelle grille des salaires mise au point par la Direction, en collaboration avec des responsables syndicaux entre en application.

Les chefs de services, pour la plupart d'une médiocrité affligeante, appliquent, quant à eux, cette reclassification sans chercher à comprendre, et classent les employés à la tête du client comme d'habitude, et selon leur docilité.

La direction du syndicat CGT qui a signé cette classification sans consulter les travailleurs ni même ses propres adhérents, s'efforce maintenant de la faire accepter en douceur. Elle va parfois jusqu'à porter un jugement sur la qualité du travail de certains employés pour justifier leur classement.

Voici quelques exemples d'injustice flagrante :

— A l'arrivée du boulevard St-Germain, des correspondanciers qui font exactement le même travail, sont classés respectivement en 4e, 5e et 8e catégorie !

— A l'arrivée Stanislas, des adressographes sont classés 3e catégorie, alors que les adressographes de Javel sont classés 4e catégorie.

— Au DEH, pratiquement le seul service qui sorte gagnant de la reclassification, les metteurs en case sont en 2e catégorie, ce qui fait une différence de 5 catégories (près de 240 F !) avec leurs camarades expéditeurs.

Enfin, il reste encore partout de nombreux 1re catégorie, les salaires les plus bas, malgré les promesses de la Direction.

Les militants du comité d'action Hachette ont dénoncé ce scandale par un tract qui a été favorablement accueilli par les employés.

Cinq employées du service de la paye (St-Germain), dont une déléguée CGT, sont en grève depuis mardi dernier après-midi. Elles contestent les méthodes de direction de leur chef de service, et demandent à être classées en catégorie 7 comme leurs deux autres collègues qui font le même travail. Le syndicat CGT fait le silence sur cette action.

L'affaire de la reclassification a mis en évidence le fait que certains syndicalistes, anciens dans la maison, et notamment un responsable du P.C.F. qui dirige pratiquement la section syndicale CGT, se conduisent en alliés de la Direction et pratiquent un favoritisme honteux.

Une réflexion revient souvent dans la bouche des travailleurs : « Ici, pour avoir de l'avancement, il faut être bien avec le syndicat ».

De plus en plus, les employés, surtout depuis la dernière grève, sont indignés de cette mainmise de quelques-uns sur des organisations destinées à défendre l'ensemble des travailleurs. On aimerait que les propos soient démentis par les faits !

LA GRANDE PURGE AU VATICAN

Depuis la semaine dernière bien des gens et bien des corporations n'ont plus de patron. Le Saint Siège vient en effet de s'apercevoir qu'un grand nombre de Saints et de Saintes n'avaient pas eu toutes les qualités qu'on leur avait prêtées et que c'était abusivement qu'on les avait canonisés.

Certains auraient fait de faux miracles, ou n'en auraient pas fait du tout. Escrocs !

Certaines « Vierges et Martyres » auraient même... Mais oui, Madame Michu. Libidineuses !

Certains autres auraient eu le culot de se faire canoniser sans avoir existé...

C'est le cas de (Saint)-Christophe qui vient de se faire sucrer l'auréole pour existence douteuse. On commence à comprendre le nombre toujours croissant des accidents de la route.

C'est enfin prouvé, l'Eglise est une trompeuse, elle s'était mis des faux saints.

On nous écrit :

Les conditions d'embauche chez Citroën

AYANT lu une petite annonce dans un journal de province concernant l'embauche chez Citroën (et étant en chômage) j'ai décidé d'écrire. Quelques jours après je reçois une lettre contenant un questionnaire que je dois renvoyer rempli. Mais, en même temps, par l'intermédiaire du maire de mon village, qui est un ami de la famille, j'apprends que Citroën vient de demander des renseignements sur mon passé politique éventuel et sur mon casier judiciaire (dans la région parisienne Citroën emploie des inspecteurs qui effectuent le même genre d'enquête).

Quelques jours plus tard je reçois une autre lettre m'invitant à me présenter à Paris au bureau d'embauche principal (rue Balard dans le XV[e] arrondis.) pour passer une visite médicale. La lettre précise que si je ne satisfais pas aux conditions physiques, je ne serai pas embauché et que dans ce cas je devrai revenir dans mon village par mes propres moyens (prix du billet A-R 200 F).

Lorsque j'arrive rue Balard je me trouve en présence de deux files d'attente. L'une très longue est réservée aux travailleurs immigrés et l'autre beaucoup plus courte, aux travailleurs français qui passent en priorité.

A l'intérieur du bureau d'embauche encore deux salles d'attentes, l'une réservée aux Français et meublée de bancs en bois, et la seconde, juste à côté, pour les immigrés qui eux doivent rester debout.

Ensuite passage du test d'embauche puis direction infirmerie. On donne une carte grise aux travailleurs immigrés et à nous autres une carte verte qui nous permet de passer la visite immédiatement alors qu'eux sont obligés d'attendre.

Etant reconnu apte à servir le capital je me présente le lendemain à l'usine où j'ai été affecté. L'agent de secteur principal me pose quelques questions sur mon passé puis me demande ma conception du syndicalisme. Devant les réponses volontairement vagues il me tient le discours suivant :

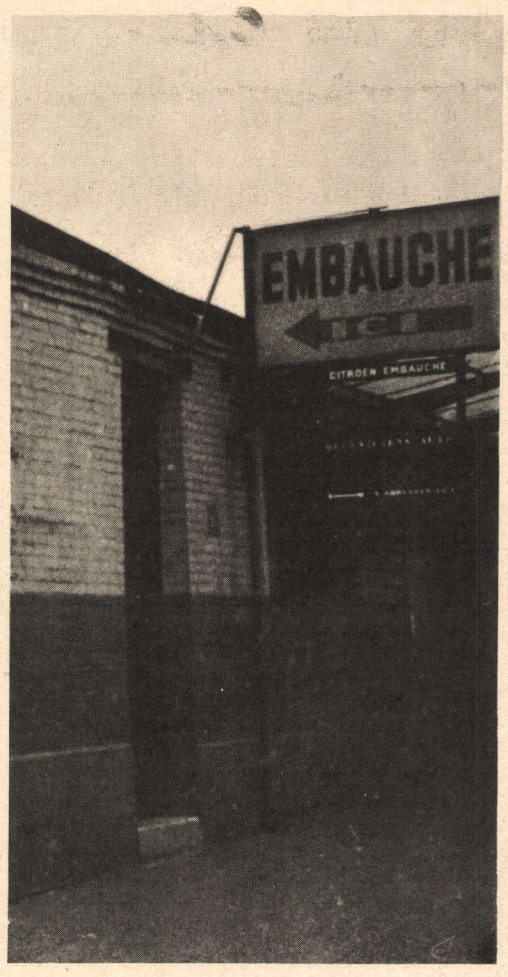
« Que vous soyiez syndiqué ou non, cela m'est égal. Mais ici vous devez savoir qu'il n'y a qu'un seul syndicat avec lequel nous voulons discuter : le S.I.S.C. (syndicat maison indépendant). Nous ne discuterons jamais avec la CGT ou la CFDT. »

Il continue son discours en faisant, à sa façon, un historique des grèves de mai, et en me vantant la politique de « participation » pronée par le S.I.S.C. Il conclue en me faisant clairement comprendre que je ne dois me syndiquer ni à la CGT ni à la CFDT.

Un mois plus tard, nouvelle convocation chez l'agent de secteur qui me demande d'abord si mon travail me plaît et poursuit en lançant soudain : « Quelles sont vos opinions politiques ? »

Ne recevant aucune réponse de ma part il me demande alors si les délégués syndicaux sont passés me voir. Sur ma réponse négative il me demande alors, « dans mon intérêt », d'adhérer au S.I.S.C. Devant mon peu d'enthousiasme il déclare : « Je parie que vous avez déjà votre carte CGT dans le portefeuille ? ». Nouvelle réponse négative (et mensongère cette fois) de ma part. Il continue alors ainsi : « Surtout ne vous syndiquez pas à la CGT sinon la porte est grande ouverte. Mais à la rigueur vous pouvez rester neutre. »

On comprend mieux dans ces conditions comment la S.I.S.C. a pu gagner 2.200 voix aux dernières élections car les pressions de la maîtrise dans ce sens s'exercent sur tout le monde mais principalement sur les camarades immigrés qui sont souvent en position plus vulnérable que nous.



Ecole technique Citroën

Apprentissage de l'exploitation

L'ECOLE technique et professionnelle de Citroën, dans le 15[e] arrondissement à Paris, reçoit environ 300 à 400 élèves, recrutés soit par les parents qui travaillent dans l'entreprise, soit dans les écoles communales. La majorité de ces élèves est provinciale et si sur les affiches qui les invitent à rentrer à Citroën, on peut voir... un sauteur à la perche, c'est un tout autre sport qui les attend dès leur entrée à l'école.

Les « études » y durent trois ans, pour former des serruriers, dessinateurs, fraiseurs, etc. Selon bien sûr les besoins de la maison. Et si par hasard ces besoins changent, on change aussi la spécialité de l'élève, sans plus de formalités !

L'ambiance y est déjà « boulot-boulot » : le matin il faut « pointer » comme à l'usine, le soir aussi ! Pour nous mettre dans le bain sans être trop dépaysés le jour où nous « entrons dans la carrière », les horaires sont calculés comme à l'usine, sans parler bien sûr du travail directement productif que Citroën nous fait faire et que bien sûr il ne nous paie pas puisque c'est pour nous former. C'est toujours autant de profits faits sur notre dos ! D'autant que cette école ne lui coûte pas cher, étant subventionnée par la loi Barangé, par diminution sur le montant des impôts, des « frais » que Citroën consent à l'éducation de ses futurs ouvriers.

Côté discipline, outre la défense de fumer que toute boîte qui se respecte connaît bien, la longueur des cheveux est vérifiée tous les jours à la cantine par une personne compétente. Gare à celui dont les cheveux tombent sur les oreilles : l'adjoint surveillant est là pour rappeler qu'un stage chez le coiffeur serait peut-être une bonne chose ! Les punitions se font le samedi (4 ou 8 heures) et servent à l'entretien de l'école : peinture, nettoyage de machine, installations diverses etc.

Citroën, qui veut former des jeunes obéissants et qui travaillent sans rechigner, a donc trouvé la solution : les former lui-même, dans son esprit. Il oublie seulement que toutes les belles phrases sur la beauté du travail que nous ferons une fois sortis de l'école, n'effacent ni les conditions de travail ni la chiourme qui sont les deux constantes des usines du groupe Citroën.

Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON
INITIATIVE SOCIALISTE
54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6[e]

Cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

Les conditions des apprentis imprimeurs à Clermont-Ferrand

DANS l'imprimerie comme ailleurs, grâce aux contrats qui lient les apprentis avec la direction, celle-ci trouve en permanence pendant les quatre ans que dure le contrat d'apprentissage une main-d'œuvre à très bon marché.

Pendant les deux, parfois trois premières années, les seuls travaux de l'apprenti sont bien souvent ceux pour lesquels le patron devrait payer un manœuvre. Autant d'économisé. On s'empresse, bien évidemment, de dire à notre jeune camarade, que pour connaître le métier à fond, il faut commencer par les tâches les plus ingrates. C'est ainsi qu'il n'est pas rare de voir les apprentis conducteurs (rotatives) passer leurs journée à porter ou à traîner sur des chariots, les formes de plomb des rotatives qui ne pèsent pas moins de 50 kilos. Entre deux formes, pour ne pas perdre le souffle, il se trouve bien un chef d'équipe pour ordonner un coup de balai ou de chiffon sur les machines. L'apprentissage à l'usine est une escroquerie sans nom grâce à laquelle les patrons surexploitent les jeunes qui, bien souvent, n'ont pas 15 ans lorsqu'ils rentrent, ce qui permet à la maîtrise, sans grande difficulté, de faire pression sur eux par les moyens les plus ignobles.

Les patrons ont d'autant plus la partie belle que pendant toute la durée du contrat les apprentis n'ont aucun moyen légal de se défendre. Ce qui n'empêche nullement le patronat de leur retenir la journée lorsqu'il lock-oute lors d'une grève comme ce fut le cas le 11 mars.

Le métier, les apprentis commencent effectivement à l'apprendre lorsque leur taux horaire approche celui de l'O.S. et qu'en vue des augmentations stipulées au terme du contrat, il devient plus rentable pour les patrons de les mettre à la production, c'est-à-dire au bout de la troisième année.

Inutile de dire qu'avec un tel enseignement, les échecs au C.A.P. sont choses fréquentes, ce qui permet de les surexploiter une année supplémentaire.

Bien souvent, la maison ne possède même pas le matériel sur lequel les apprentis doivent passer leurs tests... L'an dernier, certains ont dû tirer à la courte paille entre des machines dont le fonctionnement pratique pour la majorité leur était inconnu.

Tout cela est significatif de la valeur de l'enseignement patronal.

En fait, la seule chose que les patrons tiennent à apprendre à nos jeunes camarades, c'est à se faire exploiter. On a toujours le temps de leur apprendre un métier, mais il faut se dépêcher de leur enseigner la déférence à l'égard des chefs qui sont sur leur dos toute la journée et à avoir de la conscience professionnelle pour la production de la maison.

Leur métier, nos camarades devraient l'apprendre dans des centres spécialisés dans lesquels ils toucheraient un salaire qui leur permettrait de vivre sans être à la charge de leur famille.

Avec les profits qu'ils réalisent, les patrons imprimeurs peuvent payer de telles formes d'apprentissage.

En attendant, les syndicats, en particulier la C.G.T., devraient soutenir les apprentis pour obtenir un salaire en rapport avec le travail qu'ils fournissent au lieu de cautionner la politique patronale en signant avec le représentant du patron les nouveaux tarifs d'apprentissage qui sont une nouvelle escroquerie.

Réévaluation du Mark ou dévaluation du Franc ?

Le temple du veau d'or (A.F.P.)

LE système monétaire international vient de subir une nouvelle crise, la troisième depuis la dévaluation de la livre en 1967. Il a suffit de quelques paroles imprudentes d'un ministre Allemand pour qu'après la fuite devant le dollar, la livre ou le franc, il y ait maintenant un rush massif sur le mark allemand qui risquait d'augmenter sa «valeur», de réévaluer. Des sommes fabuleuses, 1 milliard de dollars le 8, un milliard et demi le 9, se sont ruées en Allemagne pour essayer de profiter d'une « prime » possible de 7 % (taux de réévaluation escompté du mark). Pendant ce temps les banques de France et d'Angleterre ont dû épuiser leurs réserves de devises fortes pour racheter les livres et les francs vendus à l'étranger pour racheter du mark.

Mais malgré la pression spéculative. malgré la pression des divers gouvernements capitalistes étrangers, le gouvernement Kiesinger a refusé « pour l'éternité », c'est-à-dire au moins jusqu'aux prochaines élections, de réévaluer la monnaie allemande et de faire payer par l'économie allemande les frais d'une remise en ordre momentanée du système monétaire international. Par ses fermes déclarations et quelques mesures techniques (taxes sur les dépôts étrangers, etc.) il espère calmer la spéculation en ruinant ses espoirs.

Mais qui sont ces spéculateurs et d'où viennent leurs énormes capitaux ? Comment peuvent-ils menacer l'ensemble de l'économie occidentale par leurs réactions ?

L'origine des capitaux internationaux provient essentiellement des crises cumulées des monnaies nationales et internationales à notre époque. Depuis le début du siècle, les différentes monnaies ont cessé de garder une valeur fixe par rapport à l'or. La raison fondamentale en est le souci des gouvernements de soutenir le développement des économies capitalistes défaillantes, à coup de subventions directes et indirectes par un recours accru à « la planche à billets ». Depuis 1945, les économies militarisées d'Occident vivent dans un état d'inflation permanente.

Deux types de crises de même origine s'y développent : d'abord les crises des monnaies nationales comme la crise du franc actuelle que les gouvernements sanctionnent généralement par une dévaluation, c'est-à-dire une perte de valeur officielle par rapport au dollar et à l'or. Evidemment, tous ceux qui possèdent des capitaux cherchent à les placer à l'étranger avant la dévaluation pour éviter de les voir amputer. Ces capitaux fuyants forment une première partie des capitaux internationaux placés en Suisse ou ailleurs dans des banques spécialisées.

Mais l'essentiel provient de l'inflation de l'économie américaine elle-même, de la crise du dollar donc de la crise de la monnaie internationale celle qui sert aux échanges et aux réserves de tous les pays du monde. Depuis dix ans, la planche à billets des Etats-Unis a inondé le monde entier de milliards de dollars qui payent les importations trop nombreuses et les dépenses trop lourdes de l'économie et de l'Etat américain. Ces milliards de dollars possédés par des entreprises ou des banques européennes forment l'essentiel des capitaux internationaux qui ont atteint des dizaines de milliards de dollars et dont les réactions ces dernières années, véritable coup de boutoir ont mis en cause l'ensemble du système monétaire : ainsi ils se sont investis un temps en France au début du gaullisme, ils sont repartis massivement avec les capitaux nationaux lors de la crise de mai, vidant la Banque de France de ses réserves, obligeant le gouvernement à solliciter des crédits étrangers .

Si les possédants se ruent actuellement sur le mark, échangent leurs dollars, leurs livres sterlings, leurs francs (dans la mesure où ils sont à l'étranger) contre des marks c'est que cette monnaie est actuellement moins malsaine que les francs, la livre et même le dollar. L'économie allemande et à un moindre degré italienne et hollandaise ont moins utilisé la drogue de l'inflation, leurs prix ont augmenté moins vite et ils sont devenus super-concurrentiels sur tous les marchés d'exportation. Leurs ventes à l'étranger ont monté d'autant plus vite que les économies françaises et américaines en surchauffe inflationniste, achetaient à tour de bras. Cette situation ne peut évidemment durer. Il n'y a que deux solutions possibles : soit les monnaies les plus faibles dévaluent, car les banques de France et d'Angleterre ne peuvent s'endetter indéfiniment faute d'exporter suffisamment, soit le mark augmente sa valeur relative et réévalue. C'est la crainte de la dévaluation de la livre et du franc qui ont provoqué les précédentes crises ; c'est l'espoir de la réévaluation du mark qui vient de provoquer celle-ci.

Les conséquences de la décision du gouvernement allemand, si elle est maintenue ne peuvent être qu'une dévaluation à terme de la livre et du franc, sinon l'effondrement de la livre. Les heurts brutaux d'intérêts entre les différents gouvernements occidentaux, de plus en plus violents, pour savoir quel pays payerait essentiellement les prochaines tentatives de remise en ordre temporaire ne vont pas manquer de provoquer de multiples crises et conférences internationales dramatiques. Une chose est sûre : le remède véritable n'existe pas. L'inflation est indispensable au monde capitaliste actuel pour survivre. Sa simple limitation risque d'entraîner une crise économique extrêmement grave, le blocage de l'économie, des millions de chômeurs. De replatrage en replatrage, à terme, la « stabilité » de l'économie capitaliste des vingt dernières années est menacée.

Inflation, dévaluation réévaluation

L'INFLATION consiste à multiplier les moyens de paiements (faire marcher la planche à billets) pour payer les dépenses d'Etat non couvertes par les impôts. Dans les Etats capitalistes modernes, depuis la guerre de 1914, l'Etat couvre ainsi ses dépenses de soutien à l'économie : industrie de guerre, subventions, prix réduits des services publics, etc. Son rôle économique augmente avec le pourrissement plus poussé du système incapable de vivre économiquement de ses propres forces. Les conséquences de l'inflation sont en particulier l'augmentation des prix et l'emballement de l'économie, la surchauffe inflationniste, qui rendent les exportations plus difficiles et réduisent les réserves de devises pour payer les importations. Il faut donc dévaluer au bout d'un certain temps. admettre que la monnaie vaut moins de dollars et d'or. Ainsi le franc est acheté actuellement à l'étranger 10 % au-dessous de sa valeur officielle, chacun prévoyant sa prochaine dévaluation et voulant se débarrasser des francs en sa possession.

La réévaluation est l'opération contraire de la dévaluation. Cela consiste à augmenter la valeur, du mark par exemple, évalué en or, dollars et en autres devises. C'est admettre que l'augmentation des prix est moindre chez soi que chez les concurrents et accepter d'augmenter ses prix à l'étranger et de freiner sa propre économie. Cette mesure, le gouvernement allemand refuse encore de la prendre pour la seule satisfaction des gouvernements anglais, français et même américain.

Ceux qui vivent du napalm

LA Dow Chemical C°, firme américaine ayant le monopole de la production du Napalm B, a tenu le 7 mai 1969 son assemblée générale annuelle.

A cette réunion, 7 des actionnaires ont élevé des protestations contre la fabrication par leur compagnie de produits incendiaires.

Voilà ce que leur P.D.G. leur a répondu :

« Messieurs, vous devriez avoir honte de vos protestations. Vous qui nous parlez de paix, de moralité, de notre héritage national, vous nous demandez, à nous Chemical Dow, de nous substituer à un gouvernement régulièrement élu au suffrage universel par la majorité de notre peuple ; vous nous demandez d'arrêter la livraison d'armes à nos jeunes hommes sous les drapeaux, qui se battent en terre étrangère à contre-cœur, je peux vous l'assurer. »

Et il a ajouté : « la décision de fabriquer du napalm nous a d'ailleurs posé un grave et angoissant cas de conscience... »

Cela ne l'empêchait cependant pas de terminer en annonçant que, malgré les augmentations du prix de revient, malgré les augmentations de salaires... les mêmes dividendes seraient distribués cette année...

Cette nouvelle était accueillie par les applaudissements des 1.200 autres actionnaires présents.

Voilà un P.D.G. conscient de ses responsabilités. Il ne se contente pas de distribuer des dividendes à ses actionnaires ; il sait en plus utiliser le code de la morale bourgeoise pour leur donner bonne conscience : celle du devoir accompli qui leur permet de jouir en paix de leurs revenus, de quelque charnier qu'il provienne.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

ABONNEMENTS SOUS PLI FERME :

6 mois ..... 35 F
1 an ..... 65 F

Correspondance :

M. RODINSON - Initiative Socialiste - 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6°

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS

Compo-Typo-Technic - ROQ. 02-95 — Roto Technic - Offset Aubervilliers